

LE DEVOIR

Vol. LXXXV - No 70

MONTREAL, LE VENDREDI 25 MARS 1994

65c + TPS + TVQ / Toronto 85c

PERSPECTIVES

Retour aux sixties?

La «bof génération» française se donne des airs de mai 68

Christian Rioux

Vous souvenez-vous de la façon dont a commencé mai 68? Dès janvier, il y eut de l'agitation dans les lycées et les universités. Mais rien d'inquietant. En mars, les étudiants de Nanterre, en banlieue de Paris, occupèrent la tour administrative de l'université. La routine qu'il en résulte, on vit encore quelques manifestations ici et là. Pas de quoi alerter le gouvernement, convaincu comme tout le monde que les contestataires allaient se fondre dans la nature dès les premiers bourgeois venus.

Mais lorsque le 3 mai, la police décida de faire évacuer la Sorbonne occupée (en l'absence du premier ministre Georges Pompidou qui était en Iran), les étudiants commencèrent à ériger des barricades dans tout le Quartier latin. Une espèce de crise d'Oka sans Indiens paralysa pendant deux mois toute la France jusqu'à alors considérée comme l'un des pays les plus stables d'Europe.

Il y a 26 ans qu'une épaisse couche d'asphalte recouvre les pavés du boulevard Saint-Michel. On n'a pourtant jamais tant parlé du printemps de 68 que pendant cette semaine.

Depuis plusieurs mois, la «bof génération» qu'on disait apolitique, blasée et sans illusions, monte aux barricades. Ce furent d'abord les manifestations d'octobre contre la dégradation des locaux et la surcharge des classes. Puis la gigantesque manifestation pour l'école publique qui mobilisa plus de 500 000 personnes en janvier. Depuis un mois, il ne se passe pas une journée sans que plusieurs dizaines de milliers d'étudiants débattent spontanément. Hier à Amiens et à Rennes, aujourd'hui à Paris et à Lyon.

Les étudiants en ont contre le «contrat d'insertion professionnelle», une mesure qui permet aux employeurs d'embaucher un jeune pendant un an à 80% du salaire en échange d'une vague formation. Ceux qui n'ont pas de diplômes seraient ainsi payés sous le salaire minimum. La mesure, qui en est à sa troisième mouture, a beau avoir été vidée de sa substance, les étudiants y ont vu un «salaire minimum à rabais» destiné à les exclure du «vrai» monde du travail.

Avec 25% de chômage chez les moins de 25 ans, la France (qui compte plus de jeunes que la plupart des pays d'Europe) détient le record européen du chômage chez les jeunes. Depuis plusieurs années, l'école française oriente massivement les étudiants vers les techniques où les diplômés découvrent avec stupeur qu'on refuse de les traiter sur le même pied que leurs aînés. Les jeunes déclarent que si leur niveau de chômage continue à augmenter, une révolte est probable (86%), légitime (71%) voire utile (69%).

Le mécontentement ne se cantonne pas aux étudiants. Garges-lès-Gonesse, une banlieue du nord de Paris, a connu plusieurs nuits d'émeute la semaine dernière. Sans raisons apparentes: Gonesse, n'est pas la banlieue la plus mal en point ni la plus pauvre. Des groupes de jeunes casseurs sont aussi venus semer la pagaille dans les manifestations étudiantes. Ce qui a fait dire au ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, sur le ton d'un préfet de discipline des frères des Ecoles chrétiennes, que les parents devraient garder leurs «enfants» (de 17 ans!) à la maison.

Le malaise est partout. Il va de la politique de l'emploi à celle de l'école. Sans oublier des mesures secondaires qui ont eu le don d'irriter la jeunesse: contrôles d'identité accrus (qui visent particulièrement les jeunes), imposition d'un quota de chansons françaises aux radios jeunes, intervention des responsables de l'audiovisuel contre Fun Radio accusée de diffuser une émission «pornographique» (sans tribune sur la sexualité destinée aux jeunes). Enfin, le durcissement à l'égard des étrangers est plus impopulaire chez les jeunes (qui côtoient quotidiennement les immigrants) que dans toute autre couche de la population.

Plus qu'aux marins-pêcheurs ou aux employés d'Air France, c'est aux jeunes qu'il faut attribuer la baisse de popularité à 45% du premier ministre Edouard Balladur qui n'a pas hésité à parler d'une «crise de la jeunesse».

A la différence des syndiqués, celle-ci ne descend pas dans la rue pour quelques dollars ou une semaine de vacances de plus. Contrairement aux états-majors syndicaux, elle n'entend rien à la négociation, mais veut surtout exprimer son ras-le-bol d'une société qui semble fonctionner sans elle et ne lui donne guère à rêver. «Fais-moi rêver!», disait d'ailleurs à Edouard Balladur une marionnette d'une émission humoristique.

Les étudiants de Lyon qui brandissaient la menace d'un nouveau Mai 68 devant Nicolas Sarkozy, le ministre des Finances, ne disaient pas autre chose. Le porte-parole du gouvernement leur répondit qu'ils faisaient fausse route et que si les insurgés de 68 se battaient pour sortir de la société de leurs parents, ceux qui manifestaient cette semaine cherchaient au contraire à y entrer par tous les moyens.

Dans un cas comme dans l'autre, la porte était fermée.

INDEX

Les Actualités...A2	Idées.....A11
Agenda culturel B10	Le Monde.....A7
Annouces classées A4	Montréal.....A3
Avis publics.....B6	Mots croisés.....A4
Culture.....B9	Politique.....A5
Économie.....B5	Les Sports.....A6
Éditorial.....A10	À Voir.....B12

Météo
Bruine et neige
Max. 3
Détails en A4

L'ÉCONOMIE

BioVac pourrait fermer ses portes
PAGE B 5



LE MONDE

Le Mexique en état de choc après l'assassinat de Colosio
PAGE A 7

PLAISIRS



Gaston, y'a le téléphone qui son!
PAGE B 1

L'austérité à retardement

Johnson maintient le cap sur la rigueur mais augmente ses dépenses en cette année électorale

MICHEL VENNE
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Le gouvernement de M. Daniel Johnson maintient le cap sur l'austérité mais réduit la cadence en cette année électorale durant laquelle il prévoit augmenter ses dépenses de trois fois le taux d'inflation prévu.

Les dépenses vont croître en 1994-95 de 2,9% tandis que le taux d'inflation prévu est de 0,8%. Québec prévoit dépenser 42 milliards de dollars, selon les crédits budgétaires présentés hier à l'Assemblée nationale par la

première femme à occuper le poste de présidente du Conseil du Trésor, Mme Monique Gagnon-Tremblay.

Le gouvernement se trouve à mettre au rancart, pour un an, son objectif de plafonner à 1% par année la hausse de ses dépenses de programmes proclamée par le ministre des Finances dans son dernier discours sur le budget, en mai dernier.

Mme Gagnon-Tremblay en convient. Mais elle explique que le gouvernement a recherché un équilibre entre «la priorité ab-

VOIR PAGE A 12: AUSTÉRITÉ

Ceux qui gagnent, ceux qui perdent

LE DEVOIR

Québec - Voici les points saillants des crédits budgétaires déposés hier à l'Assemblée nationale:

- le gouvernement du Québec prévoit dépenser au cours de l'année 1994-95, commençant le 1er avril, 42 milliards de dollars, en hausse de 2,9% sur l'année précédente. La hausse correspond à plus de trois fois le taux d'inflation prévu;
- ces dépenses représenteront 25,3% du PIB; Québec dépensera 5779\$ pour chaque habitant;
- le tiers de cette augmentation (400 millions) sera dévolu à des programmes de relance économique, dont 312 millions pour le plan de relance annoncé en novembre et 56,7 millions pour le programme fédéral-provincial de modernisation des infrastructures urbaines, déjà annoncé;
- le budget consacré aux services de santé et aux services sociaux augmente de 94 millions, principalement à cause du

VOIR PAGE A 12: CEUX QUI

Et hop! les taux hypothécaires

Un bond de 1% en une journée

GÉRARD BÉRUBÉ
LE DEVOIR

Les marchés financiers ont tremblé hier et la hausse des taux d'intérêt directeurs, qualifiée la veille d'excessive et de momentanée, a provoqué un déplacement vers le haut de 75 à 100 points de base des taux hypothécaires. En deux semaines, le taux hypothécaire au pays a bondi d'environ 1,5%, à un moment où l'économie au pays cherche à prendre son élan.

«La journée d'hier m'a inquiété, a lancé George Saba, économiste en chef du Montréal Trust. Nous avons assisté à un choc du système. J'ose croire que le pire est passé.» Tous les économistes et analystes ont été pris de court.

La situation chaotique d'hier s'inspire de la conjugaison d'une série de facteurs. Les tensions internationales provoquées par la partie de bras de fer entre les États-Unis et la Corée du Nord, l'assassinat du candidat mexicain aux présidentielles et les interrogations persistantes entourant l'état de santé de Boris Eltsine ont entraîné un déplacement vers l'or-valeur refuge, au détriment d'un dollar américain soutenu à peine par les pressions à la hausse

VOIR PAGE A 12: TAUX

Schisme au Festival du Nouveau cinéma

ODILE TREMBLAY
LE DEVOIR

Divorce au Festival du Nouveau cinéma. La rupture entre les deux directeurs du rendez-vous des cinéphiles est maintenant consommée et les couteaux sortis de leurs gaines.

Hier, Dimitri Eipides, en direct du Festival de cinéma de Hong Kong, lançait, par la voix d'un communiqué, une déclaration de guerre à son ex-associé. Les beaux projets de Claude Chamberlan qui prétend transformer le rendez-vous automnal de cinéma en fête d'été ensoleillé ont l'air de déplaire à Eipides.

«On ne saurait imaginer présenter ce Festival en plein air sans altérer l'image de cette manifestation culturelle sérieuse», s'indigne le pur et dur, précisant qu'il rejette «toutes les décisions unilatérales pouvant compromettre le caractère, l'orientation et la nature même du festival consacré à la promotion du cinéma indépendant de qualité».

Eipides annonce qu'il tiendra sa propre

VOIR PAGE A 12: SCHISME

Halte-là!

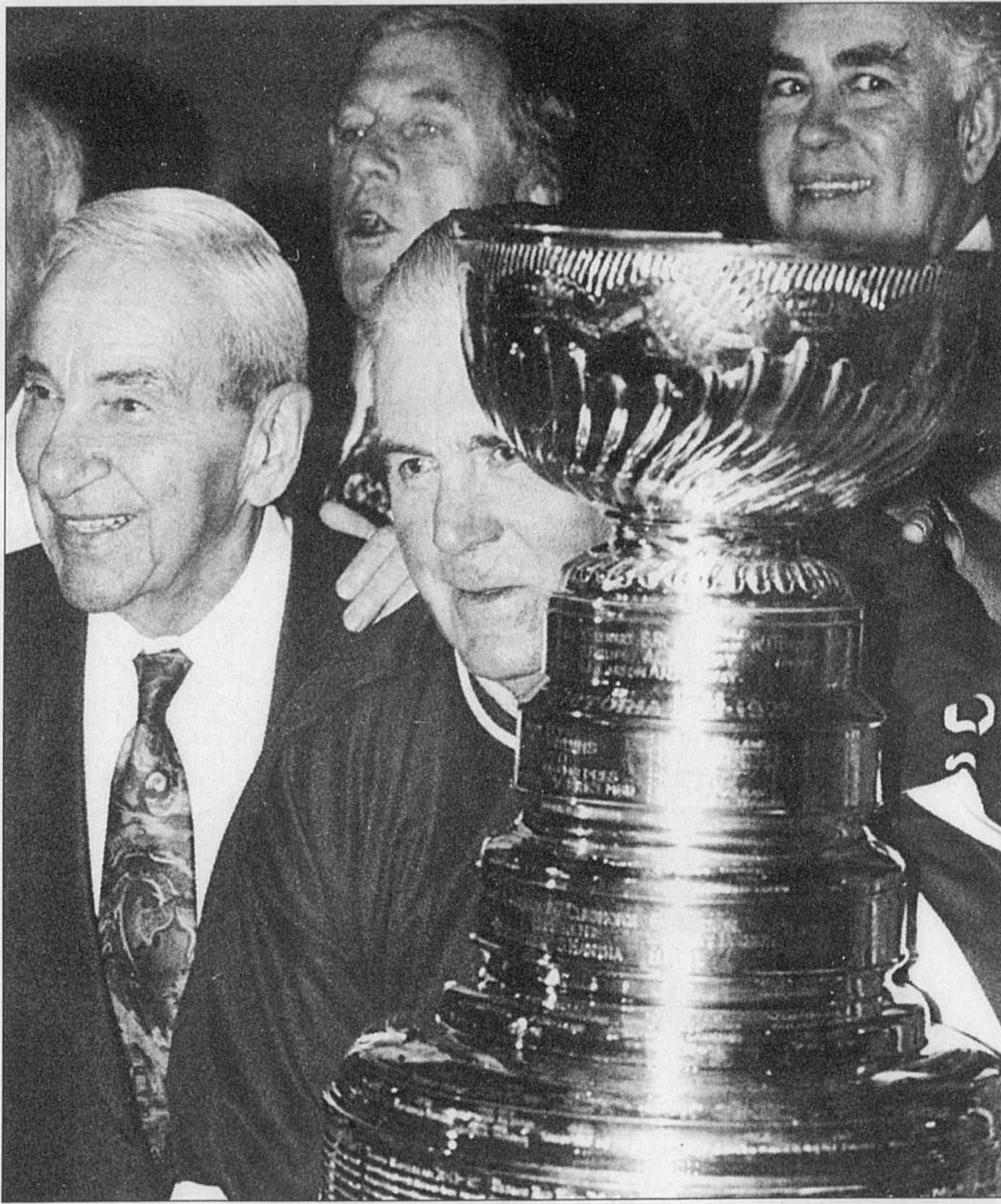


PHOTO JACQUES NADEAU

LES CANADIENS SONT LÀ! Les amateurs de hockey ont jusqu'au lundi de Pâques pour se retremper dans l'atmosphère des Canadiens d'autrefois. La Ville de Montréal présente, dans le hall de l'hôtel de ville, une exposition pour le 85e anniversaire du club de hockey. Les quatre prochains jours, de 14h à 16h30, les amateurs pourront y rencontrer des joueurs de la belle époque comme ceux que l'on voit ici entourant Maurice Richard et la coupe Stanley: (de g. à d.) Bob Fillion, Dickie Moore, Dollard St-Laurent.

Le village où il ne reste que des fous

Dix Casques bleus canadiens se sont convertis en gardiens d'asile

SYLVIANE TRAMIER
LE DEVOIR

Bakovici — L'homme est enchaîné par la cheville gauche à un radiateur. Il est assis sur le lit contre le mur dans une pièce exigüe fermée à clef. Il peut avoir entre trente et cinquante ans. Nul ne sait son âge, ni rien de lui, sinon qu'il est aliéné, sujet à des accès de folie meurtrière; il a tué deux personnes, dont l'une à coups de marteau.

Il est le seul cas violent parmi les 205 pensionnaires de l'asile de Bakovici. À part eux, le village est désert, en partie détruit, dans une zone tampon entre secteur croate et musulman. Avant la guerre, il était peuplé de musulmans. Tout le monde a fui les obus, y compris le person-

nel médical de l'asile. Les patients sont restés seuls jusqu'à ce que qu'une unité de Casques bleus canadiens les découvre, à une quinzaine de kilomètres de la base de Visoki, en juillet dernier, affamés et livrés à eux-mêmes.

À présent, entouré de barbelés, pour empêcher les patients de sortir et de se promener dans les champs minés autour, l'hôpital est sous la protection de 10 soldats du bataillon canadien de Visoko.

En temps de paix, cette région de la Bosnie était une mosaïque ethnique. En temps de guerre, elle est devenue un fatras d'enclaves parcourues de postes-frontières, de tranchées, de lignes de bunkers qui délimitent d'im

VOIR PAGE A 12: VILLAGE

• LES ACTUALITÉS •

La ministre Marleau juge la recherche sur la santé des femmes déficiente

Création d'un réseau d'information sur le cancer du sein à l'Hôtel-Dieu

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR



PHOTO PC
La ministre Diane Marleau en compagnie de Marc Lalonde, président du CA de l'Hôtel-Dieu.

sein, causant un tort immense à ces dernières et à la crédibilité de la recherche sur cette maladie. «Ce que des médecins comme le Dr Poisson font dans leurs cabinets, on ne peut le savoir. Chose certaine, les patientes auraient dû être informées par l'hôpital dès le premier rapport», a dit le Dr Latreille.

La ministre Marleau, bouleversée par cet incident, a dit avoir rencontré le Bureau de la recherche médicale du Canada et reçu l'assurance qu'il existe un contrôle sur la recherche effectuée au Canada. Malgré ce cas de fraude scientifique, la ministre Marleau a tenu à redire aux femmes atteintes de cancer que ces bévues ne remettent pas en cause les modes de traitement du cancer du sein reconnus par le milieu médical.

Une représentante du groupe Sensibilisation au cancer du sein de Montréal, Mme Rosemary Gadler, s'est très heureuse de cette annonce hier. «L'information sur la maladie est souvent la chasse-gardée des médecins et des chercheurs, dit-elle. Les femmes ont le droit de savoir, on ne veut plus être traitées comme des enfants.»

D'avis que le système de santé ne se préoccupe pas assez de la santé des femmes, la ministre fédérale de la Santé, Mme Diane Marleau, a annoncé la création d'un réseau d'information sur le cancer du sein à l'Hôtel-Dieu de Montréal.

«Le cancer du sein n'a pas eu l'attention spécifique qu'il aurait dû avoir. Cette maladie touche une femme sur neuf au Canada. Ce constat est alarmant et je reconnais que les moyens financiers consacrés à la recherche sur le cancer du sein sont nettement insuffisants», a souligné hier la ministre Marleau, lors de l'annonce de ce projet-pilote.

Ce réseau ne bénéficiera toutefois que de peu de fonds. En fait, 500 000\$ pour 5 ans seront alloués par le fédéral pour mettre sur pied ce réseau d'information destiné à rejoindre tous les acteurs impliqués dans la lutte contre le cancer du sein à travers le Québec. Quatre autres centres ont été mis sur pied dans l'Atlantique, en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique. Implanté à l'Hôtel-Dieu, celui-ci sera dirigé par le Dr Jean Latreille, directeur du Centre d'oncologie de cet hôpital.

«Nous créerons des alliances avec les survivantes, les groupes d'entraide, les régies régionales, les grandes corporations et les médias», a expliqué hier le Dr Latreille.

A son avis, la diffusion d'informations constitue le maillon faible du traitement et de la prévention du cancer du sein. Le réseau, par une intégration informatique, permettra aux médecins et aux groupes d'entraide de différentes régions d'être informés des derniers traitements.

«En ce qui me concerne, il y a eu un constat d'échec en ce qui a trait à l'information. On a fait du parachutage, l'information n'était pas assez ciblée et on ne réussit pas à rejoindre tout le monde», souligne le Dr Latreille, ajoutant que ces efforts seront concentrés sur les femmes à risque et les modes de dépistage.

Par ailleurs, ce nouveau réseau ne sera pas en mesure d'éviter le genre de fraude survenue à l'Hôtel-Dieu où le Dr Poisson a falsifié les dossiers de patientes atteintes de cancer du

Super-hôpital: Marc Lalonde n'a pas peur

Le président du conseil d'administration de l'Hôtel-Dieu, M. Marc Lalonde, dit ne pas craindre que son hôpital écope du regroupement des hôpitaux universitaires dont le scénario doit être rendu public au début d'avril.

M. Lalonde affirme que même si le groupe qui étudie le regroupement des hôpitaux universitaires défavoriserait l'Hôtel-Dieu, rien ne dit que le gouvernement du Québec retiendra ce scénario. «Le gouvernement pourrait ne pas appliquer ce rapport», a-t-il dit hier, interrogé à l'occasion d'une conférence de presse tenue à l'Hôtel-Dieu.

Pour l'instant, les hypothèses qui circulent font état d'un regroupement inévitable entre l'Hôtel-Dieu et l'hôpital Notre-Dame, et dans certains cas d'un autre hôpital du centre-ville, pour éviter le doublement de programmes d'enseignement de la médecine et rationaliser les frais du réseau hospitalier universitaire à Montréal. Le statut universitaire de l'Hôtel-Dieu est en péril depuis que se discute ce projet de regroupement d'hôpitaux.

Peu loquace, M. Lalonde s'est contenté de dire que les discussions du comité pouvaient toujours «bifurquer» d'ici la parution du rapport. Aucune discussion ou négociation n'a été entreprise avec la direction de l'hôpital Notre-Dame en prévision d'éventuels regroupements, a-t-il dit.

Hôte et maître de cérémonie d'une conférence de presse convoquée pour annoncer le lancement d'un projet de réseau d'échanges sur le cancer du sein à l'Hôtel-Dieu, M. Lalonde était visiblement fier de la publicité ainsi accordée à son établissement. Ex-ministre libéral sous Pierre E. Trudeau, M. Lalonde est toujours un proche conseiller du premier ministre Jean Chrétien. Le projet-pilote annoncé hier, malgré la minceur du budget qui lui est dévolu, a été fait en présence de la ministre fédérale de la Santé, Mme Diane Marleau. Le communiqué fédéral émis pour souligner la création de ce nouveau réseau, dont les trois premiers mots étaient «Établi à l'Hôtel-Dieu», ne tarissait pas d'éloges sur l'établissement et ses performances en oncologie.

Lac Saint-Louis: les riverains s'en mêlent

LOUIS-GILLES
FRANCOEUR
LE DEVOIR

Pour la première fois, citoyens et groupes environnementaux de la grande région de Montréal vont discuter avec les gestionnaires québécois et fédéraux de l'intense destruction des aires de reproduction et d'alimentation des espèces aquatiques et de leur contamination par les municipalités et entreprises riveraines du lac Saint-Louis, un des écosystèmes les plus prolifères du Québec. Malgré tout.

L'exercice qui démarrera samedi et dimanche à Beauharnois, sous la forme d'un colloque, s'apparente aux Remedial Action Plans (RAP) qui constituent la liste des priorités de restauration des écosystèmes amochés des Grands Lacs. Ces plans de restauration sont élaborés depuis des années par le public avec le concours des spécialistes gouvernementaux des deux pays.

Au Québec, c'est l'Union pour la conservation de la nature (UQCN) qui a forcé Québec et Ottawa à prendre le train de la consultation publique en créant avec d'autres groupes locaux des zones d'intervention prioritaires (ZIP) dans différents tronçons du fleuve pour permettre au public de définir les priorités d'action, en concertation avec les corps publics et les entreprises.

Le colloque de la ZIP Haut-Saint-Laurent portera sur le bilan environnemental du bassin du lac Saint-Louis.

Ce document ne révèle, en réalité, rien de neuf puisqu'il s'appuie sur les données connues. Mais il donne une vue impressionnante de l'ensemble des problèmes, dont l'accumulation sur plusieurs générations a provoqué la contamination d'à peu près toutes les espèces de ce plan, y compris la sauvagine, un phénomène gardé sous le boisseau jusqu'ici.

Ce bilan indique que la pollution et la contamination des espèces est en régression, même si elle demeure importante à certains points de vue. Mais il démontre d'autre part que la destruction des habitats essentiels à la reproduction et à l'alimentation des espèces vivantes se poursuit inexorablement et intensément, autant en rives que sur le fond de l'eau, malgré les politiques fédérales et provinciales visant à protéger rives, littoral et plaines inondables.

Les remblayages, l'assèchement des herbiers riverains, le dragage de la Voie maritime, le dépôt de déblais de dragage et les importantes modifications à l'écoulement naturel des eaux attribuables aux ouvrages, comme les barrages d'Hydro-Québec, expliquent, selon les spécialistes, la diminution de certains stocks de poissons (alose, anguilles et esturgeons) et les changements dans la composition de certaines populations.

La rive nord de ce lac de 148 km carrés, signale le rapport, est totalement remblayée et urbanisée. En tout, 60% des toutes les rives du lac sont artificialisées, diminuant d'autant l'espace vital et les aires d'alimentation des espèces vivantes.

Les bijoux écologiques de cet écosystème, comme les Îles-de-la-Paix, ont été déboisées, ont perdu d'importants marais et sont soumises à l'érosion — un mètre par an — attribuable aux fluctuations des Grands Lacs et la navigation maritime, de plus en plus lourde.

Le lac Saint-Louis reçoit 95% de ses matières en suspension — 1,2 million de tonnes par année — du fleuve lui-même et de l'Outaouais: la moitié de ce tonnage incroyable provient de l'Ontario.

La situation est assez semblable pour les métaux toxiques: 95% des métaux présents dans ce que charrie le fleuve proviennent des Grands Lacs et de la région Cornwall-Massena, dont les rives abritent de véritables dépôts toxiques aquatiques. Mais si la pollution locale semble marginale dans une vision aussi globale, elle a néanmoins des impacts critiques sur les espèces vivantes locales, notamment les dorés, brochets et perchues, les plus pêchées et mangées par les riverains. Quatre entreprises sont particulièrement en cause: Dometar, Alcan, Elkem et PPG ainsi que le site d'élimination de déchets dangereux de la région Beauharnois-Melochville.

Malgré tout, le lac Saint-Louis demeure le lac le plus pêché et chassé du Québec sans que cela ne menace les espèces recherchées, à l'exception du maskinongé que Québec réensemence. En plus des pêcheries commerciales en déclin, plus de 50 000 personnes y font la pêche d'hiver, qui ne représente que 37% des captures globales. Il s'y abat par ailleurs 15 000 canards.

TVA et la SRC à couteaux tirés

Ottawa (PC) — N'en déplaise au réseau TVA, la Société Radio-Canada (SRC) continuera à offrir du sport et des émissions humoristiques à ses téléspectateurs.

«Je trouve bizarre qu'on nous reproche nos succès», a déclaré le vice-président intérimaire du réseau français de la SRC, Paul Saint-Pierre, en réponse aux attaques du réseau TVA.

Témoignant devant le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) hier, le président et chef de la direction de TVA, Guy Crevier, a soutenu que la société d'État ne remplit pas correctement son mandat de «promotion des valeurs fondamentales et distinctives du Canada».

TVA ne s'oppose pas au renouvellement des licences de la SRC mais exhorte le CRTC à revoir attentivement sa programmation. TVA juge celle-ci trop axée sur l'humour et le sport, deux domaines enviables par les réseaux privés.

«La Société Radio-Canada a pris la regrettable habitude de glisser vers le centre du terrain, là même où se disputent les enjeux d'une télévision essentiellement commerciale, c'est là, compte tenu que la SRC puise dans les fonds publics, que les forces du marché deviennent déséquilibrées», a déclaré devant le CRTC le président et chef de la direction de TVA, Guy Crevier. Ce dernier estime que la SRC jouerait mieux son rôle en garnissant sa programmation d'émissions éducatives, d'information, d'affaires publiques et de téléromans.

«C'est la place de Radio-Canada, dit-il, on ne dit pas que Radio-Canada doit être plate au contraire, mais d'être un acteur qui stimule les autres, un acteur qui ne vient pas jouer sur le territoire des autres en ayant une grille distinctive».

TVA estime que la SRC diffuse trop d'émissions humoristiques. L'une d'elle, *Taquinons la planète*, devrait carrément guider les ondes.

«*Taquinons la planète*, Radio-Canada peut la retirer, on n'ira pas la chercher, c'est trop virulent face aux institutions, face au respect qu'on doit avoir des institutions», a déclaré le vice-président à la programmation de TVA, Michel Chamberland.

Cette critique a chatouillé quelque peu les patrons de la SRC. M. Saint-Pierre a convenu que l'émission animée par les «Bleu poudre» est «délinquante». Mais Radio-Canada peut risquer des émissions délinquantes».



Besoins d'estime

Besoins d'amour et d'appartenance

Besoins de sécurité

Besoins physiologiques

Une fois les échelons inférieurs de la hiérarchie des besoins de Maslow satisfaits, vous passez à des aspirations plus élevées et plus complexes :
24 valves, 222 chevaux. Une bonne excuse pour refuser le covoiturage entre voisins. La nouvelle Z décapotable.

NISSAN

LE MOTEUR
D'UNE GÉNÉRATION

Vous pouvez louer une 300ZX à partir de 599 \$ par mois.*

Pour de plus amples informations, composez le 1 800 387-0122 (du lundi au vendredi, entre 8 h et 19 h HE).

Les gens avisés lisent toujours les petits caractères et lisent leur contrat de location. *Bail de 48 mois pour une 300ZX Coupé 2 portes avec transmission manuelle. Versement initial de 4 600 \$ requis. Un dépôt de sécurité remboursable est exigé à la livraison du véhicule avec le premier paiement mensuel, sur approbation du crédit. Transport et préparation inclus, taxes en sus. Valeur de rachat garantie liste à 13 692,80 \$ (en option). Offre valable pour les modèles 1993 seulement. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Source: Maslow, 1993.

LE DEVOIR

MONTREAL

EN BREF

L'AVENIR DE MONTREAL: PAS AVANT 1995

Le rapport du Groupe de travail sur Montréal (GTMR) et sa région ne connaîtra pas de rebondissements immédiats, du moins avant les élections provinciales. Le ministre des Affaires municipales, Claude Ryan, annoncera ce matin en conférence de presse qu'il mandate une équipe d'élus de la grande région montréalaise pour qu'ils étudient les possibilités d'application des 105 recommandations du GTMR au cours de la prochaine année. Cinq représentants de la Rive-Sud, autant de la Rive-Nord, trois provenant de la Ville de Montréal et trois autres de la Communauté urbaine de Montréal composeront ce comité présidé par le ministre Ryan qui sera secondé par Ronald Poupard, responsable du secrétariat général pour la région de Montréal. Le GTMR propose un nouvel ordre politique, structurel et fiscal. Le projet englobe 102 municipalités qui mettraient entre les mains d'une nouvelle structure les dossiers à incidence régionale. (Kathleen Lévesque)

HAÏTI À L'ORATOIRE SAINT-JOSEPH

(Le Devoir) — Les sept ans qui ont suivi le renversement de la dictature de Jean-Claude Duvalier en Haïti font l'objet d'une exposition de photos à l'Oratoire Saint-Joseph (salle des pas perdus) du 26 mars au 9 avril. La COREH-QC (Coordination de la résistance haïtienne au Québec-Canada) tient à reconstituer par l'image la trajectoire des espoirs et des rebuffades qui marquent la marche vers la liberté et la justice pour cette population qui a subi de multiples vexations et atrocités. L'organisme dit consacrer cette exposition «justice pour la paix» à toutes les victimes de la répression, quelle que soit leur provenance ou leur nationalité, «pour que jamais leur sacrifice ne sombre dans l'oubli».

UNE PREMIERE: DOCTORAT CONJOINT EN SCIENCES INFIRMIERES

(Le Devoir) — L'Université de Montréal et l'Université McGill inaugurent cette semaine un programme conjoint de doctorat en sciences infirmières, une première au Canada, et l'aboutissement de quinze années d'efforts. L'École de Nursing de McGill offrait déjà une formation doctorale ad hoc, alors que l'Université de Montréal offrait une maîtrise depuis 1981. Le nouveau programme de doctorat conjoint veut former des chercheurs autonomes capables de développer la science infirmière, et il veut accroître les activités de recherche menées par les deux universités, activités qui totalisent actuellement deux millions par année.

CAPORAL LEMAY: ESQUIVES ET DENIS

(PC) — Le Mohawk Dennis Nicholas, de Kanesatake, considéré comme un acteur important dans la résistance à l'intervention de la Sûreté du Québec (SQ) menée à Oka le 11 juillet 1990 a esquivé, hier, la totalité des questions embarrassantes et s'est employé vigoureusement à nier l'évidence. Dennis Nicholas, âgé de 42 ans, a eu fort à faire devant le coroner Guy Gilbert qui enquête depuis un an et trois mois sur la mort du caporal Marcel Lemay, de la SQ, survenue dans la pinède le 11 juillet 1990. Aux nombreuses bandes vidéo et à la bande audio réalisées le matin du 11 juillet et dont disposait déjà le coroner, se sont ajoutées hier deux photos lourdes de sens. Sur l'une apparaissent Dennis Nicholas et huit jeunes hommes armés debout derrière un drapeau de la société des Warriors. Dennis Nicholas porte un chandail et un béret à l'effigie des Warriors. Il n'est cependant pas armé. L'autre photo prise au même endroit montre neuf armes courtes et neuf armes longues. Il s'agit de quatre AK-47, d'une Remington 7600 munie d'un télescope, d'une M1 Garand, de deux AR-15. Selon les témoignages d'experts et les rapports balistiques entendus jusqu'ici, la balle ayant tué le caporal Lemay était susceptible de provenir d'une AR-15.



La ministre de la Culture et des Communications, Mme Liza Frulla, accompagnée de la comédienne Andrée Lachapelle, a dévoilé hier à la station Berri-UQAM les nouvelles colonnes d'information sur les spectacles à l'affiche à Montréal.

La STCUM se lance dans la promotion de spectacles

28 points d'information installés dans 19 des 65 stations de métro

LAURENT SOUMIS
LE DEVOIR

La Société de transport de la Communauté urbaine (STCUM) et le milieu montréalais des arts de la scène ont signé hier une entente pour la promotion des spectacles dans les voies d'accès du métro de Montréal.

Dès le mois prochain, 28 colonnes d'information seront installées dans 19 des 65 stations du réseau souterrain pour promouvoir chaque mois les principaux événements culturels à l'affiche. Chacun dans son secteur, le Conseil québécois du théâtre (CQT), le Conseil québécois de la musique (CQM), le Regroupement québécois de la danse (RQD) et l'Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo (ADISQ) verront à sélectionner les manifestations qui feront l'objet de cette publicité sur chacune des quatre faces des colonnes d'information.

«Les salles de spectacles et les grands événements culturels sont autant de destinations accessibles par transport en commun, soulignait hier le président de la STCUM, M. Robert Perreault. Nous avons donc tout intérêt à en faire la promotion.»

A plus long terme, la STCUM révisera sa signalisation pour indiquer les principales voies d'accès aux grands équipements culturels, pour inclure les lieux d'expression culturelle dans les plans de quartier affichés à la sortie des stations et pour mousser la publicité de certains événements particuliers dans le tout nouveau réseau de communication visuelle du métro.

A compter de l'automne prochain, chaque secteur du milieu des arts de la scène présentera en outre une semaine d'animation dans les couloirs du métro.

«Grâce à l'affichage mensuel et aux semaines d'animation artistique, le public fréquentant le métro sera plus au fait de l'offre de spectacles à Montréal», soutenait hier M. Jacques Primeau, coordonnateur de la Coalition québécoise des arts de la scène.

L'instigatrice de ce projet et conseillère adjointe au comité exécutif de la Ville de Montréal, Mme Manon Forget, a annoncé pour sa part que l'affichage de la programmation artistique sera étendu aux 13 bureaux Accès-Montréal et aux 10 Maisons de la culture et bibliothèques de la métropole.

Cette campagne de promotion dans le métro est rendue possible grâce à l'appui financier du ministère québécois de la Culture et des Communications.

La ministre Lisa Frulla faisait valoir hier que l'installation de ces 28 colonnes constitue le premier des cinq volets du Plan de relance des arts de la scène dans lequel son gouvernement injectera 4 millions\$.

La ministre dit souhaiter que cette campagne ait un impact positif sur la demande et que les Montréalais, de plus en plus nombreux, agrémentent de quelques spectacles la routine du «métro, boulot, dodo».

Maison l'Intégrale

Menace de fermeture

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Prétextant le manque de ressources, la Maison l'Intégrale, un organisme regroupant quatre résidences pour déficients mentaux, menace de fermer ses portes le 15 juillet prochain.

C'est la décision qu'a rendue la semaine dernière le commissaire du travail, Michel Marchand, qui a incité les administrateurs à mettre un terme aux opérations de l'Intégrale. Par cette décision, l'Intégrale doit dorénavant payer ses 38 employés au même salaire et aux mêmes conditions de travail que les syndiqués de l'Hôpital Rivière-des-Prairies auquel l'organisme est lié. En effet, les 27 clients, tous atteints de déficience intellectuelle sans toutefois de pathologie psychiatrique, sont issus de cet établissement de santé. C'est dans le cadre d'une désinstitutionnalisation de ce type de clientèle que l'hôpital a signé un premier contrat de services en mai 1992.

Ce faisant, «il y a le démembrement de l'entreprise de l'hôpital, car celui-ci cède à la Maison une partie des ressources financières qu'il utilisait pour cette clientèle, et cela afin d'offrir des services de même nature que ceux dispensés par les salariés de l'hôpital dans deux des résidences de La Traversée (organisme dirigé par la même personne que l'Intégrale, soit Johanne Pratte)», écrit le commissaire Marchand.

Le commissaire note également que les contrats ont entraîné directement l'abolition de 8 postes de salariés à l'Hôpital Rivière-des-Prairies.

«On veut éviter que le ministère de la Santé et des Services sociaux démantèle le réseau de la santé qui est actuellement syndiqué pour donner ça à des organismes communautaires, ce qui leur permet d'embaucher du personnel à salaire réduit et non négocié», affirme Daniel Pelletier, représentant syndical (SCFP) des employés du centre hospitalier. Selon lui, la Maison l'Intégrale fait du chantage avec le dossier. La directrice générale de l'Intégrale, Johanne Pratte, assure que l'organisme ne peut pas rencontrer les obligations de la convention collective des syndiqués de l'hôpital.

De son côté, l'Association des parents de l'Intégrale s'inquiète du sort que l'on réserve à leurs enfants qui habitent les résidences de l'organisme. Dans une lettre adressée à la ministre Lucienne Robillard, Gérard Danseur, président de l'Association, réclame son intervention. De plus, il demande que les responsables de l'hôpital respectent leurs engagements, soit reprendre les enfants dont il «a la charge ultime», comme le mentionne le commissaire du travail.

Le hic, c'est que l'Hôpital Rivière-des-Prairies a changé de mandat et ne s'occupe aujourd'hui que d'enfants souffrant de maladie psychiatrique.

Pour que les jeunes Juifs restent In Montréal

PAUL CAUCHON
LE DEVOIR

Les jeunes Juifs montréalais disposent maintenant d'un magazine qui veut les convaincre de demeurer à Montréal. Et qui pour ce faire leur offre même des emplois.

«In Montréal», sous-titré «Informations et idées pour jeunes adultes juifs», célèbre hier soir son premier anniversaire. «On peut maintenant le dire: de jeunes Juifs qui sont partis de Montréal pour vivre à Toronto, à New York, reviennent, et nous travaillons à les convaincre qu'ici c'est une ville excitante» lance d'un ton enthousiaste Robin Charney, l'éditrice du magazine.

«In Montréal» est une initiative de Pro-Montréal, un groupe issu de la Fédération des services communautaires juifs de Montréal, qui a été créé il y a près de trois ans «parce que nous étions inquiets de voir partir nos jeunes», de dire Stanley Plotnick, coprésident de Pro-Montréal.

Des sondages ont démontré que l'emploi préoccupait particulièrement les jeunes de 18-35 ans. Ne reculant devant rien, Pro-Montréal créait Contact, une agence de placement financée par la communauté juive. M. Plotnick soutient que 165 jeunes ont été directement placés grâce à cette agence, et 200 autres ont profité de ses conseils (aide à la recherche, préparation d'entrevues, etc.).

Entre autre activités, Pro-Montréal a organisé deux gros parties, qui ont attiré respectivement 800 personnes et plus récemment 1500 personnes à la discothèque Le Dôme. Pour susciter le sentiment d'appartenance des jeunes encore aux études, on a également mis en place une Fédération des étudiants juifs, qui compte maintenant 2500 membres. «Nous voulons créer une dynamique, susciter des rencontres, faire en sorte que ça bouge, que les gens se sentent bien et actifs à Montréal» d'ajouter Stanley Plotnick.

«In Montréal», un mensuel grand format de 8 pages, en couleur, véritablement bilingue (il n'est pas rare que dans le même article on passe du français à l'anglais), se veut la vitrine des activités de Pro-Montréal. Il veut donner une image dynamique de la ville, raconter le succès de jeunes entrepreneurs, présenter un calendrier d'événements à suivre. 22 000 copies du magazine sont distribuées dans le «Canadian Jewish News», et 10 000 autres dans des restaurants, des bars, sur les campus, principalement dans l'ouest de la ville. A chaque numéro on présente de courts textes sur de jeunes Juifs qui sont actifs à Montréal, ainsi que des entrevues avec des jeunes revenus vivre ici après un «exil» au Canada anglais ou aux États-Unis.

Robin Charney se définit d'abord comme Montréalaise, comme plusieurs membres de cette communauté. «Nous avons voulu renverser la tendance qui voyait les jeunes Juifs quitter Montréal. Plusieurs reviennent d'ailleurs déçus de Toronto ou de New York: ils constatent qu'on n'y trouve pas plus d'emplois, et que Montréal est un endroit plus agréable à vivre».

Pour Mme Charney, ces jeunes «se disent inquiets de la situation politique, mais au fond ils croient vraiment qu'ils vont demeurer ici».

«Bien sûr que la situation politique du Québec et du Canada est un sujet de préoccupation, ajoute Stanley Plotnick. Mais ce n'est peut-être pas tellement la souveraineté en soi qui inquiète la stabilité politique. Ces jeunes recherchent la stabilité, le développement économique, pour s'installer ici et fonder une famille».

Robin Charney voit beaucoup d'espoir dans le regain d'intérêt des jeunes de la communauté envers Montréal. Et si les communautés juive et francophone «de souche» se parlent beaucoup plus qu'avant, dit-elle, «on ne se comprend pas toujours comme on le voudrait».

Pour comprendre la statistique

Charles Henry Brase
Corinne Pellillo Brase

Ce volume est conçu pour les élèves qui possèdent un bagage minimum en mathématiques. Les mêmes caractéristiques pédagogiques qui ont fait le succès des trois premières éditions se retrouvent aussi dans cette quatrième édition. Nous avons retenu la méthode graduée de résolution de problèmes. Notre expérience précédente en classe de cette méthode nous a convaincus que la formule que nous avons adoptée connaît un grand succès auprès des élèves inscrits à un cours d'introduction à la statistique. Les exercices et les travaux pratiques se rattachent à des applications courantes dans un grand nombre de situations pratiques. Les calculs complexes sont simplifiés par l'utilisation de tables et d'une procédure par étapes bien adaptée aux calculatrices.



Montréal, Guérin, 1994
ISBN 2-7601-2582-3
(720 p.) 58,75 \$

guérin Montréal Toronto

4501, rue Drolet
Montréal (Québec) H2T 2G2 Canada
Tél.: (514) 842-3481
Télé.: (514) 842-4923

La vision de Bourque

LE DEVOIR

La formation politique que dirigeera Pierre Bourque - dont la candidature doit être annoncée au début d'avril - en vue des prochaines élections municipales, se nommera Vision Montréal. Malgré tout, le message de ce nouveau parti demeure un mystère.

ROBIC
DEPUIS 1892
AGENTS DE BREVETS ET MARQUES
PROTECTION DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
LEGER ROBIC RICHARD
AVOCATS
55 ST-JACQUES, MONTRÉAL, QUÉBEC H2Y 3K2
Fax: (514) 845-7874 Tél.: (514) 989-0840
La maîtrise des intangibles

Pâques chez
LENOTRE
Tendrement
chocolat!



1050, avenue Laurier Ouest, Montréal 270-2702

RÉSULTATS
Tirage du 94-03-23

5 8 32 33 47 49

Numéro complémentaire: 46

GAGNANTS	LOTS
6/6	1 12 000 000,00 \$
5/6+	13 123 553,50 \$
5/6	590 2 177,90 \$
4/6	34 708 70,90 \$
3/6	661 716 10,00 \$

Vente totale: 38 500 295,00 \$
Prochain gros lot (approx.): 15 000 000,00 \$
Prochain tirage: 94-03-26

Extra Tirage du 94-03-23

NUMÉROS	LOTS
429473	100 000 \$
29473	1 000 \$
9473	250 \$
473	50 \$
73	10 \$
3	2 \$

TVA, le réseau des tirages

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

MENS SANA IN CORPORE SANO

LES ACTUALITÉS

Commissions scolaires linguistiques

Le Comité central des parents de la CECM se pose des questions À Québec, on semble déjà disposé à subir la métamorphose

PAUL CAUCHON LE DEVOIR

Le Comité central des parents de la CECM (Commission des écoles catholiques de Montréal) vient de mettre sur pied un groupe de travail chargé de recueillir de l'information sur le problème des commissions scolaires linguistiques.

Mais à la Commission des écoles catholiques de Québec (CECQ) la réflexion semble plus avancée, puisque son président se montre disposé à transformer son organisme en commission scolaire linguistique.

«Il y a dix ans, nous avons adopté une résolution prônant cette transformation, explique le président de la CECQ, Lucien Flamand. Je pourrais ressortir la résolution, avec laquelle je suis bien d'accord, mais je préfère tenir un débat avec les commissaires pour avoir la certitude que tout le monde pense la même chose aujourd'hui».

M. Flamand évoque cependant avec difficulté la possibilité de sonder les parents de la CECQ sur le sujet. «C'est une possibilité, explique-t-il, mais nous n'avons pas beaucoup de temps si nous voulons arriver à une conclusion en juin pour le comité Kenniff».

Un comité présidé par le recteur de l'Université Concordia Patrick Kenniff, et qui regroupe des représentants des commissions scolaires, doit en effet soumettre au

ministre à la fin juin des recommandations sur l'éventuelle transformation des commissions scolaires linguistiques, tel que prévu par la loi 107.

La Cour suprême du Canada a cependant reconnu aux villes de Montréal et de Québec le droit historique de maintenir une structure confessionnelle, ce qui complique singulièrement la situation dans la métropole et dans la capitale.

Alors que le débat commence à poindre un peu partout, le Comité central des parents de la CECM demeure dans l'expectative.

Lundi soir dernier, le comité s'est réuni pour discuter de la question, et il a créé un groupe de travail chargé de recueillir l'information pertinente. «Notre but immédiat n'est pas d'adopter une position, explique la présidente du comité Danielle Lia. Notre objectif serait plutôt d'amasser les documents sur les enjeux de la loi 107, et de les diffuser auprès des parents. La très grande majorité d'entre eux ne saisissent pas les enjeux de cette loi. Il y a un besoin d'information».

Mme Lia convient toutefois qu'au niveau des commissaires de la CECM, le sujet semble encore tabou publiquement.

Alors que le président de la CECM demeure silencieux, des cadres et des syndicats de la CECM se sont joints à une coal-

ition d'organismes opposée à la multiplication des commissions scolaires pour alerter la population.

Marcel Saint-Jacques, président de l'Association des cadres de la CECM, est l'un d'entre eux, et il soutient que toutes les associations professionnelles et les syndicats de la CECM sont en faveur de la transformation de la CECM en commission scolaire linguistique plutôt que confessionnelle.

«L'application de la loi 107 créera un chaos incroyable sur l'île de Montréal, dit-il. On pourra se retrouver avec une commission scolaire catholique francophone, une catholique anglophone, une protestante francophone, une protestante anglophone, une francophone 'neutre' et une anglophone 'neutre'. Ce ne sera plus vivable».

«Les Québécois ont évolué, ajoute-t-il, mais nous sommes pris avec un article de la Constitution qui nous oblige à maintenir des commissions scolaires confessionnelles sur le territoire actuel. Il faut admettre que la société est pluriethnique et pluridimensionnelle».

M. Saint-Jacques craint, entre autres, que les immigrants de toute origine désertent la CECM si celle-ci maintient un strict statut confessionnel. «On fait des efforts pour intégrer les immigrants, conclut-il, mais il faut être conséquent avec ces efforts».

Hausses indues des primes d'assurance-automobile

Les automobilistes invités à poursuivre leur assureur

LE DEVOIR

L'Association des consommateurs du Québec recommande aux automobilistes de poursuivre leurs assureurs devant les tribunaux si ceux-ci augmentent leurs primes lorsqu'ils sont impliqués dans des accidents où ils ne portent aucune responsabilité.

L'Association suggère à ceux qui sont victimes de cette politique — qui existe depuis des années — de s'adresser à la Cour des petites créances et, au besoin, de faire appel à leurs services pour préparer leur dossier.

Un avocat de l'association s'affaire actuellement à faire le tour de la question, mais déjà l'organisation se dit prête à recevoir les appels pour donner un coup de main aux automobilistes qui en ont assez de se contenter d'enguirlander leur assureur au téléphone.

Selon Nicole Lemire, porte-parole de l'ACQ, le Québec est la seule province canadienne où les assurés de la route sont traités de la sorte. Et la situation serait telle que certains courtiers d'assurance ne se gêneraient plus pour dire ouvertement à leurs clients de ne pas réclamer leurs dommages pour éviter de voir leurs primes grimper.

Une étude récente de l'organisme démontre que les moyens utilisés par les assureurs pour pénaliser certains de leurs clients vont de la perte d'un boni à des hausses de 25%... même si l'assuré n'a absolument rien à se reprocher.

L'organisme donne entre autre exemple le cas d'un homme qui en l'espace d'un mois a été victime d'un délit de fuite, puis d'un accrochage alors qu'il était arrêté à un feu rouge. Augmentation de la prime: 698\$ à 1245\$. Cas spectaculaire certes, mais loin d'être isolé, selon l'association.

Si la plupart des assureurs passent l'éponge lors d'une première «offense», il n'en est rien lors de la deuxième.

Les assureurs interrogés expliquent qu'être assuré est «un privilège» et qu'en conséquence l'individu impliqué dans un accident, même s'il n'est pas responsable, représente un coût (réparations du véhicule) et un risque (c'est arrivé une fois, ça peut arriver encore...). D'où la surprime.

EN BREF

ICEBERG BOMBARDÉ EN CHINE

Pékin (Reuter) — Deux avions de combat chinois ont bombardé et détruit un iceberg géant qui menaçait de bloquer le Fleuve jaune, rapportait hier le quotidien de l'armée. Les deux appareils ont largué plus de 20 bombes lors d'une opération qui a duré 40 minutes lundi alors que l'iceberg traversait la Mongolie intérieure. Selon le journal, il s'agit de la 43e opération de l'aviation contre les blocs de glace depuis 1951.

À LA RECHERCHE D'HITLER

Berlin (AP) — La mise au jour mardi par la pelleteuse d'un chantier d'une fosse commune contenant les squelettes de 32 personnes devant une villa de Magdebourg a relancé les spéculations sur la dépouille mortelle d'Hitler. En 1992, le même endroit, 18 Klausener Strasse, avait reçu la visite de deux anciens agents soviétiques qui déclaraient avoir été témoins de l'inhumation des restes d'Hitler et de sa compagne Eva Braun fin 1945. Les deux Russes avaient désigné cet endroit, mais des fouilles n'avaient rien donné.

S'agissant des ossements trouvés mardi, le porte-parole de la police municipale Rainer Hockert a déclaré: «A qui appartenait-ils, depuis combien de temps sont-ils là, comment et par qui ces gens ont-ils été tués, nous ne pouvons le dire».

Pourrait-il s'agir des squelettes d'Hitler et d'Eva Braun? «Je ne suis certainement pas en mesure de confirmer ni fûte-ce un soupçon de cette possibilité. Il nous faut procéder à des examens et cela va prendre des semaines, peut-être des mois».

TÉL.: 985-3344

ANNONCES CLASSÉES

FAX: 985-3340

I.N.D.E.X REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

- 100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
100 • 150 Achat-vente-échange
160 • 199 Location
200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
200 • 250 Achat-vente-échange
251 • 299 Location
300 • 399 MARCHANDISES
400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
600 • 699 VÉHICULES

LES ANNONCES CLASSÉES

DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 16H00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14 h 30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: 985-3344
Télécopieur: 985-3340

Pour placer votre annonce par la poste: C.P. 6033, succ. Place d'Armes Montréal H2Y 3S6

185 CHAMBRES ET PENSIONS

VIEUX-LONGUEUIL, infirmière diplômée offre chambres et pensions sélectes pour dames âgées ou convalescentes. Activités organisées, tous les services à proximité. 442-2398.

201 PROPRIÉTÉS COMMERCIALES

ACHETERAIS, LOUERAIS OU PARTAGERAIS locaux pour enseignement (approx. 1000 p.c.). Près métro, très éclairé, assez insonorisé, stal. un alouet. 1 salle de groupe (25-30). 1 bureau, 1 secrétariat. OUTREMONT, C.D.N., PLATEAU MONT-ROYAL. Belle qualité d'espace. Prix raisonnable. Pierre Frigon: (514)272-1676.

251 BUREAUX À LOUER

LUXUEUX bureaux, 2.500 pi.ca. avec petit entrapôt et qual. Aussi espaces 300 pi.ca. et + Coin 13 et 40, ville St-Laurent. 476-0500.

303 ANTIQUITÉS

COLLECTIONNEUR achète CEINTURES FLECHES du XIXe siècle. (514) 583-3712

318 MOBILIER DE BUREAU ET ACC.

AMEUBLEMENT complet de bureau neuf et usagé. 685-4051. Les Aménagements F.B. Inc.

325 INSTRUMENTS DE MUSIQUE

PIANO A QUELQUE 65 po., environ 1920, STECK, en excellente condition, 5.500\$ nég. 933-7737.

350 ANIMAUX

PETIT BICHON, 10 mois, opéré, pure race. 500\$. 627-4875.

401 POSTES CADRES, PROFESSIONNELS

TRADUCTEURS(TRICES) de l'anglais au français. Excellent français, diplôme universitaire. Expérience Word-Perfect. Qualités: assidu et rapide. 40.000\$ à 50.000\$ selon la production. Travail devant être effectué à Toronto. (416)975-9449.

420 SECTEUR VENTE

TRAVAILLEZ 2 soirs par semaine pendant 3 semaines et GAGNEZ... 1.000\$ + en bijou et 400 - 600\$ en PROFIT. Lady Remington Bijou-Mode (appartient à Remington Rasoirs). 1-800-726-3324, et entrez 3056 pour message français.

501 OCCASIONS D'AFFAIRES

MAGASIN FINITIONS DE PHOTOS: service 1h, centre-ville, chiffres d'affaires 200.000\$, offre de 2000\$ en matériel et 20 à 300\$ de caisse maladie. Denis: (514)462-9019.

530 COURS

ANGLAIS INTENSIF prof diplômé de McGill. Privé et semi-privé. 649-5484.

575 DÉMÉNAGEMENT

QUILLES JODOIN TRANSPORT INC. Déménagements de tous genres. Spécialité: Appareils électriques. Assurance complète. 253-4374.

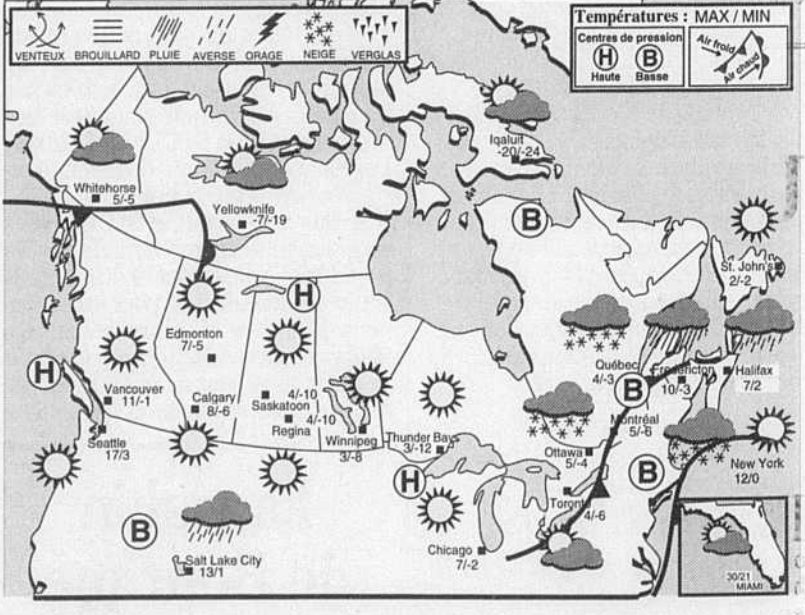
AVIS DE DÉCÉS

Par télécopieur Avant 16h00 985-3340 Après 16h00 et la fin de semaine 985-3360

LA MÉTÉO

Prévision à long terme pour Montréal

Table with 5 columns: Aujourd'hui, Ce Soir, Samedi, Dimanche, Lundi. Includes weather icons and temperature ranges (max/min).



Situation générale: Une dépression venue des Grands Lacs sévira sur l'Est québécois. Dans son sillage, on peut s'attendre à de la faible neige avec une chute des températures sur l'ouest de la province.
Laurentides: Un peu de pluie ou de neige le matin. Température stable à 3. Vents de 20 à 40 km-h. Demain: ensoleillé. Min.: -10. Max.: 3.
Ottawa, Hull, Cornwall et Montréal: Brumeux et brume le matin. Nuageux avec 70% de probabilité d'averses de neige par la suite. Température à la baisse pour atteindre 3 en après-midi. Vents du nord-ouest de 30 à 50 km-h. Demain: ensoleillé. Min.: -5. Max.: 5.
Trois-Rivières: Pluie se changeant en averses de neige le matin. Min.: -2. Max.: 3. Vents de 20 à 40 km-h. Demain: ensoleillé. Min.: -5. Max.: 3.
Abitibi et Témiscamingue, sauf le secteur de Ville-Marie: Un peu de neige le matin. Dégagement graduel par la suite. Min.: -6. Max.: -2. Vents de 20 à 40 km-h. Demain: ensoleillé. Min.: -12. Max.: zéro.
Secteur de Ville-Marie: Un peu de neige le matin. Dégagement graduel par la suite. Min.: -3. Max.: -2. Vents de 20 à 40 km-h. Demain: ensoleillé. Min.: -12. Max.: 3.
Réservoirs Cabonga et Gouin: Faible neige cessant en après-midi. Min.: -2. Max.: zéro. Vents de 20 à 40 km-h. Demain: ensoleillé avec passages nuageux. Min.: -12. Max.: -1.
Pontiac, Gatineau et Lièvre: Soixante % de probabilité d'averses de neige le matin. Dégagement graduel en après-midi. Température stable à 4. Vents du nord-ouest de 30 à 50 km-h. Demain: ensoleillé. Min.: -9. Max.: 6.
Lac-Saint-Jean et Saguenay: Neige devenant intermittente le matin. Accumulation totale de 15 cm. Min.: -3. Max.: zéro. Vents de 20 à 40 km-h causant un peu de poudrière. Demain: ciel variable. Min.: -8. Max.: 1. Vents: 1.
La Tuque: Neige intermittente le matin. Accumulation totale de 10 à 15 cm. Min.: moins 2. Max.: zéro. Vents de 20 à 40 km-h. Demain: ensoleillé avec passages nuageux. Min.: -9. Max.: 1. Vents: 1.
Rivière-du-Loup: Neige devenant intermittente le matin. Risque de pluie verglaçante le matin. Accumulation totale de neige de 15 cm. Min.: -2. Max.: zéro. Vents de 20 à 40 km-h. Demain: ciel variable. Trente % de probabilité d'averses de neige. Min.: -5. Max.: zéro. Vents: 1.
Rimouski et Matapédia: Neige. Accumulation de 10 à 15 cm. Min.: -5. Max.: zéro. Vents de 20 à 40 km-h. Demain: dégageant le matin. Min.: -5. Max.: zéro. Vents: 1.
Charlevoix et Rivière-du-Loup: Neige devenant intermittente le matin. Risque de pluie verglaçante le matin. Accumulation totale de neige de 15 cm. Min.: -2. Max.: zéro. Vents de 20 à 40 km-h. Demain: dégageant le matin. Min.: -5. Max.: zéro. Vents: 1.
Lever5h48 Coucher18h13

Prévision à long terme pour Québec

Table with 5 columns: Aujourd'hui, Ce Soir, Samedi, Dimanche, Lundi. Includes weather icons and temperature ranges (max/min).

Prévision à long terme pour OTTAWA

Table with 5 columns: Aujourd'hui, Ce Soir, Samedi, Dimanche, Lundi. Includes weather icons and temperature ranges (max/min).

MOTS CROISÉS

Grid for crossword puzzle with numbers 1-12.

HORIZONTALEMENT

- 1- Qui doit répondre de ses actes.
2- Mesure agraire.
3- Polir.
4- Recueil.
5- Damasquine.
6- Crier, en parlant de la corneille.
7- Éperon.
8- Américain.
9- Équipier d'une patrouille.
10- Rhénium.
11- Américain.
12- Volonté de Dieu.
13- Demeure.
14- Terre à seigle.
15- Affirmation.
16- Singe-araignée.
17- Fruit noir.

VERTICALEMENT

- 1- Bavarder.
2- Vespasienne.
3- Escarpement rocheux.
4- Poisson voisin du hareng.
5- Atelier de réparation.

105 PROPRIÉTÉS À REVENUS

PLATEAU Bordeaux, face Parc De Lorimier. 1 X 8 1/2 libre juill. 4 X 4 1/2 rénov. int/ext. garage. Revenu: 33.384\$. Prix: 305.000\$. Pas d'agenc. 729-2085

115 EXTÉRIEUR DE MONTRÉAL

SILLERY, situé dans Parc Lemoiné. Bungalow rénové, 3 c.c., grand terrain aménagé, 310.000\$ nég. (418) 527-2111

121 CANTONS DE L'EST

INÉDIT: COUVENT, excellent état, avec 10 acres, ruisseau.
MOULIN À FARINE, superbe, ruisseau, face au lac, avec 215 acres.

125 HORS-FRONTIÈRES

NORMANDIE, France. Fermette pierre, toute meublée, 7 c.c., terrain 2 acres, 120.000\$ cdn. (504)538-0369 ou 1952, 127A Street, Surrey, V4A 3S7.

134 FERMES, FERMETTES TERRES

FERMETTE, 15 arpents, écurie 14 places, autres bâtiments, maison rénov. 4 cv. rég. vallonnée, petite rivière, rég. environ St-Hyacinthe. A voir: 1-792-3173

160 APPARTEMENTS-LOGEMENTS À LOUER

6574, MARQUETTE. Immenses 5 1/2, 4 1/2 chauff. frais peints. Pas d'animaux. 274-9514

C.D.N. - 3265 LINTON

3 1/2, face au parc, entrée lav./séch., air climatisé. 4155-336-7846.

C.D.N., face parc. Haut de duplex, 5 1/2, 7155-735-9015, 737-6169.

CARTIERVILLE, rez-de-chaussée, 3 1/2, face au parc, entrée lav./séch., air climatisé. 4155-336-7846.

DE LANAUÈRE/LAURIER. Joli petit 5 pièces, 2 c.c., entrées, très calme, haut duplex non-chauffé, idéal personne tranquille. 5305/mois. Libre juillet. 528-8347.

DE MAISONNEUVE E. Près Radio-Canada, luxueux 3 1/2, poêle, frigo, lav./séch. intégrés. 598-9003.

160 APPARTEMENTS-LOGEMENTS À LOUER

GRAND 4 1/2, grand balcon arrière, 405\$/mois. 46 ave Lalleur à Verdun. Contactez Johanne ou Robert: 363-4294.

MÉTRO FABRE Grand 7 pièces, chauffé, 4 c.c. fermées, s/sol, cour arrière, 900\$, 1er juillet. 661-9692, 722-3504.

OUTREMONT, 50 Willowdale, 2 1/2, 3 1/2, 4 1/2, ascenseurs, chauffé. 849-7061

OUTREMONT, face au Mont-Royal, 33 ch. Côte Ste-Catherine, 2 1/2, 3 1/2, 4 1/2, chauffés, gym, "sun deck". 277-5873.

PLATEAU Beau grand logement rénové, à deux pas du Parc Lafontaine. Chauff. élec., tout confort. 995\$, fin mars. 521-1296

PRÈS LAC ST-LOUIS/LACHINE

Site merveilleux, grand 8 1/2, haut duplex, sur 2 étages, s/jeu, bar, 750\$. non-chauffé. 637-2666.

ROSEMONT 3 1/2, ménage fait, idéal personne retraitée. Réf. 378-9124 après 17h.

RUE ST-HUBERT, nord de Fleury, face parc. Haut duplex, 5 1/2 chauff. élec. poss. stat. Libre juill. 5603-387-9346

VILLE ST-LAURENT, Thompson

3 1/2 - 4 1/2, équipés, chauffés, près services. 333-1402.

165 PROPRIÉTÉS À LOUER

BELLE RÉG. VICTORienne Vieux-Québec, 10 pces, stat. Juin, juil, août, 1,700\$/mois meublée. (418)694-1497

N-D. DU PORTAGE, Cœur village, magnifique vue fleuve, unifamiliale, 3 c.c., 2 s/bains. Juillet + Août 161. (418) 862-0640 (7h à 9h - 18h 21h).

170 HORS-FRONTIÈRES À LOUER

A LOUER COLOMBIE-BRITANNIQUE du 23 juill. au 1er oct., grande maison en bois rond, une heure à l'est de Vancouver. Idéal pour jeune famille. 800\$/mois, tout compris. (604)923-4245.

180 A PARTAGER

LUXUEUX CONDO Plateau (St-Denis/Laurier), style loft, 3 ch., fermées, atmosphère unique. Non-fumeur, professionnel ou chercheur. 278-2955.

ENCADREZ votre annonce classée 985-3344

Signer sa carte de don d'organes... c'est pour la vie. LA FONDATION DIANE HÉBERT (514) 965.0333

LE DEVOIR

POLITIQUE

Mise sur pied de commissions scolaires linguistiques

Le PQ réclame un sursis

Les députés péquistes voteront contre la clause «nonobstant»

MICHEL VENNE
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Les députés du Parti québécois suggèrent de surseoir à la création de commissions scolaires linguistiques prévues par la loi 107, tant et aussi longtemps que l'article 93 de la Constitution canadienne imposera le maintien de commissions scolaires catholiques et protestantes à Montréal.

En outre, le PQ va voter contre la reconduction dans toutes les lois scolaires d'une clause dérogatoire dite «nonobstant», comme propose de le faire le ministre de l'Éducation, M. Jacques Chagnon, par le projet de loi 2, présenté mercredi à l'Assemblée nationale. Ce projet de loi reconduit un article qu'on trouve déjà dans les lois scolaires et qui a pour effet de protéger les privilèges accordés à une confession religieuse, malgré la Charte canadienne des droits.

Les péquistes sont convenus de voter contre ce projet de loi en concordance avec leur position sur la loi 107. Mardi, un des leurs avait dit au DEVOIR qu'il n'était pas contre la reconduction de la clause «nonobstant» puisque la protection des privilèges des catholiques et des protestants correspond à un consensus historique. Mais hier, le débat s'est élargi. Les députés ont choisi de faire la lutte à l'application de la loi 107. Et ils profiteront du débat en Chambre sur le projet de loi 2 pour ce faire.

Aux yeux des péquistes, qui en ont débattu, hier en caucus à Québec, la création de commissions linguistiques dans le contexte où la Constitution canadienne garantit le droit à des commissions scolaires confessionnelles à Montréal et à Québec, ne ferait qu'engendrer un «chaos» nuisible notamment à l'intégration des immigrants.

«Beaucoup d'intervenants en arrivent à la conclusion qu'il vaut mieux le statu quo que le chaos appréhendé», a déclaré hier au DEVOIR le porte-parole du PQ en matière d'éducation, M. Jacques Brassard. «On ne peut pas laisser s'installer une situation de désordre et de chaos qui peut avoir des effets extrêmement négatifs pour l'intégration des immigrants».

Dimanche, la Coalition contre l'application des structures scolaires telles que préconisées par la loi 107 tenait le même langage. Cette coalition regroupe des représentants de la CEQ, de l'Alliance des professeurs, des cadres de la CECM, des professeurs de français, des gens de la faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal, du Mouvement laïque et de la SSJB de Montréal.

Le Parti québécois avait lui-même proposé, en 1984, dans la loi 3, de créer des commissions scolaires linguistiques. «Cela est vrai, dit M. Brassard. Mais c'était à condition qu'on ne retrouve que des commissions linguistiques. A cause de l'article 93 de la Constitution, qui garantit le droit à des commissions scolaires confessionnelles à Montréal et à Québec, si on met en application la loi 107, on se retrouve avec six réseaux scolaires».

«Une grande proportion des francophones de souche, ajoute le député de Lac-Saint-Jean, inscriraient leurs enfants dans les écoles dites catholiques, alors que la plupart des allophones et des immigrants inscriraient les leurs dans les écoles francophones. Comment, alors, concevoir une politique d'intégration. On aurait des écoles ghettos où se retrouveraient des enfants d'immigrants qu'il deviendrait difficile d'intégrer à la communauté francophone». M. Brassard ne croit pas qu'on puisse arriver à une solution de compromis viable à Montréal. Un comité a été formé par le ministre Chagnon pour lui faire des recommandations sur la façon de créer ces commissions linguistiques. Ce comité est présidé par le recteur de l'Université Concordia, M. Patrick Kenniff, et doit faire rapport en juin. Le comité pourrait peut-être suggérer des compromis.

«Même si la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM), s'engageait dans une métamorphose en commission linguistique, il suffirait qu'une certaine proportion de parents catholiques réclament une commission catholique, en invoquant le droit à la dissidence garanti par l'article 93, pour que réapparaisse une commission catholique».

Le Parti québécois réagit à la présentation des crédits

«L'objectif de réduction du déficit a sauté»

Québec (PC) — Le porte-parole de l'opposition en matière de finances, Jacques Léonard, a accusé le gouvernement libéral d'avoir, à la veille des élections, totalement abandonné son objectif de contrôle des dépenses.

«Le gouvernement a laissé tomber l'objectif de limiter à 1% la croissance des programmes, qui s'élevait plutôt, dans ces crédits, à 2,8%. Un décalage de presque trois fois ce qui avait été

prévu», s'est exclamé M. Léonard, à la suite de la présentation des crédits pour l'année prochaine par la présidente du Conseil du Trésor, Monique Gagnon-Tremblay.

Selon M. Léonard, la croissance économique de 4% prévue par la présidente du Conseil du Trésor est pour le moins «optimiste». Quant aux dépenses prévues, a-t-il expliqué, elles augmentent de 520 millions\$ alors que

les revenus pour 93-94 sont inférieurs de 500 millions\$ aux prévisions, ce qui se traduit par un manque à gagner d'un milliard.

«L'objectif de réduction du déficit a sauté. Le plan de l'an dernier ne tient plus et cela donne une bonne idée de la valeur des prévisions budgétaires qui nous seront présentées dans le prochain discours du budget», a-t-il lancé.

Lucien Bouchard participera à la prochaine campagne électorale au Québec

Une victoire de Johnson remettrait en cause l'existence du Bloc

«Si le PQ perd les élections, on a un gros problème»

SUZANNE DANSEREAU
PRESSE CANADIENNE

Toronto — Une victoire des libéraux de Daniel Johnson aux prochaines élections forcerait le Bloc québécois à revoir son rôle et sa présence à Ottawa, estime le chef du Bloc québécois Lucien Bouchard dans un entretien qu'il accordait hier à l'équipe éditoriale de la Presse Canadienne à Toronto.

«Si le Parti québécois perd les élections, on a un gros problème. Il faudra retourner à la table et avoir une bonne discussion. Ça va être dur de déterminer le rôle du Bloc. La question de la légitimité sera soulevée», a-t-il ajouté.

Les prochaines élections au Québec n'ont pas encore été déclenchées, mais elles pourraient avoir lieu dès le mois de juin, sinon à l'automne.

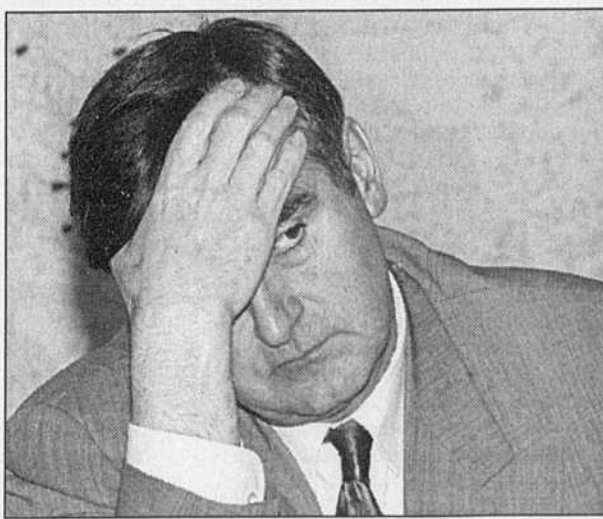
«Chose certaine, le chef bloquiste compte participer de façon «la plus intensive possible» à la campagne électorale québécoise, s'il a bien sûr la bénédiction de Jacques Parizeau.

Et il espère que le premier ministre fédéral Jean Chrétien s'engagera lui aussi.

«Je le souhaite. Cela clarifierait les choses. Cela nous aiderait. Je ne pense pas que cela aiderait M. Johnson.»

Au cours de cet entretien, le deuxième qu'il accorde dans le cadre de sa mini-tournée auprès des médias anglophones à Toronto, M. Bouchard s'est fait poser une foule de questions portant sur le référendum qui pourrait suivre les prochaines élections au Québec, sur sa façon de concevoir les relations avec le reste du Canada advenant l'indépendance et sur la nature du nationalisme québécois, que plusieurs jugent ici comme étant dangereux, voire possiblement anti-démocratique.

«Notre nationalisme n'est pas celui des années 30, il n'est pas basé sur l'ethnie, il est basé sur le territoire et il stipule que tous les gens qui vivent au Québec sont égaux et que la démocratie sera réelle en toute circonstance», répond M. Bouchard, ajoutant qu'il est toujours surpris de voir que certains en doutent au Canada anglais.



Lucien Bouchard: «La question de la légitimité sera soulevée» si le PLQ remporte les prochaines élections.

Bouchard promet de se battre pour les francophones hors Québec

Toronto (PC) — La nouvelle politique sur la francophonie à l'extérieur du Québec que le Bloc québécois compte dévoiler sous peu visera à aider le fait français en Amérique du Nord par des batailles concrètes, plutôt qu'à défendre le bilinguisme institutionnel, a dit hier Lucien Bouchard. Selon M. Bouchard, la nouvelle politique marquera un «virage» important dans les relations entre le mouvement souverainiste québécois et les francophones de l'extérieur.

«Il faut reconnaître nos responsabilités envers eux. Même les souverainistes n'ont pas été à la hauteur de la situation. C'est un virage que nous allons apporter». Plutôt que de défendre le bilinguisme institutionnel, le Bloc québécois préfère faire des batailles sur le terrain, comme celle de la gestion scolaire, a expliqué M. Bouchard.



M. Chrétien a tenté hier de se rendre à la maison funéraire où était exposée la dépouille de Colosio. Il a dû battre en retraite.

L'assassinat de Luis Donaldo Colosio

Chrétien presse les Mexicains de ne pas se laisser abattre

Mexico (PC) — Le Mexique ne doit pas laisser l'assassinat de Luis Donaldo Colosio changer le cours des réformes politiques et économiques entreprises dans le pays, a déclaré le premier ministre Jean Chrétien hier au Parlement, pendant que les Mexicains rendaient un dernier hommage au leader politique abattu.

M. Chrétien a d'ailleurs été en mesure de prendre le pouls des Mexicains lorsqu'il a voulu pénétrer dans la maison funéraire où était exposée la dépouille de Colosio, en passant devant des milliers de personnes.

La foule, qui emplissait la rue et le hall d'entrée à l'intérieur de la maison funéraire, a crié sa désapprobation lorsque M. Chrétien a tenté son incursion.

Devant la réaction hostile des gens envers M. Chrétien et les caméramen qui l'accompagnaient, la garde rapprochée de la GRC entourant le premier ministre a décidé de retraiter.

M. Chrétien, visiblement ébranlé, a pris une marche dans un parc tout près avant de rentrer à son hôtel, histoire de se calmer.

«La situation était hors de contrôle», a déclaré le cameraman de CTV Jim MacDonald, qui n'a pu pénétrer à l'intérieur du salon funéraire pour suivre M. Chrétien. Fred Chartrand, un photographe à l'emploi de La Presse Canadienne, a été blessé à un genou pendant l'échafourée.

Les porte-parole canadiens ont déclaré qu'ils s'attendaient à ce que le service de sécurité soit plus important à la maison funéraire.

Colosio, âgé de 44 ans, a été assassiné mercredi alors qu'il faisait campagne à Tijuana, dans le nord du Mexique. Il était le candidat officiel du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir au Mexique depuis 65 ans, en vue des prochaines élections présidentielles, en août. Il avait été choisi par le président actuel, Carlos Salinas de Gortari, pour poursuivre les réformes censées conférer au Mexique un climat économique favorable aux investissements.

Dans son allocution aux parlementaires mexicains, M. Chrétien a déclaré qu'une «tragédie pareille devrait accroître la volonté de faire en sorte que les valeurs démocratiques prévaudront».

Gestion des parcs

Québec privatise, Ottawa consolide

LE DEVOIR

Au moment où Québec jongle avec la privatisation de ses parcs et réserves, actuellement protégés par un moratoire de moins d'un an, Ottawa dévoilait hier les principes directeurs et ses politiques de gestion des parcs nationaux, mis à jour pour la première fois depuis 1979.

Ottawa annonce qu'il considère comme un «impératif» de maintenir l'intégrité écologique et commémorative des parcs nationaux et lieux historiques. Au cours de la dernière année, le Service des Parcs a été détaché d'Environnement Canada, ce qui incite plusieurs hauts fonctionnaires à penser que la mise en valeur du patrimoine naturel passera progressivement au second plan derrière les aspects culturels.

Selon la politique annoncée hier, les éléments naturels et culturels vont être de plus en plus «intégrés les uns aux autres» de façon à constituer un patrimoine aussi représentatif des milieux naturels que de la façon dont les humains les ont utilisés jusqu'ici.

Le gouvernement fédéral reconnaît d'autre part qu'il est nécessaire de protéger et de conserver les aires «marines» naturelles et d'importance nationale, comme il l'a fait en collaboration avec le Québec pour mettre sur pied le parc du Saguenay.

La déclaration fédérale ne précise pas, du moins dans les documents explicatifs disponibles hier, si le nouveau gouvernement libéral juge tout aussi incontournable de s'entendre avec les provinces comme il l'a fait dans le cas du Saguenay, ou si l'ère des confrontations territoriales va recommencer. Le communiqué émis par le ministre du Patrimoine canadien, M. Michel Dupuy, se contente d'évoquer la «mise sur pied de partenariats et coopération» avec d'autres gouvernements et provinces.

Parents : jongleurs?

Deuxième
Grande
conférence
sur la
famille

La parentalité, c'est du temps passé avec les enfants. Souvent, ce temps est réduit à une peau de chagrin. Fatigue, culpabilités, déchirements. Comment alors continuer à tisser les fils d'amour de la parentalité? Quelles sont les nouvelles conditions de la continuité et de la passion parentales?

Entrée
libre

Vendredi

25 MARS

À 19H30, SALLE

ALFRED-LALIBERTÉ, J-M400

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

À MONTRÉAL

MÉTRO BERRI-UQAM



Année internationale de la famille

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Conférencières et conférenciers invités :

Madame Marie Cardinal, écrivaine

Madame Francine Descarries, sociologue, Université du Québec à Montréal

Monsieur Germain Dulac, sociologue, Institut québécois de recherche sur la culture

Madame Micheline Roy-Bournival, formatrice, Fédération des unions de familles

Animation : Madame Françoise Guénette, journaliste

Informations :

Madame Solange Roy (514) 987-4876

LE DEVOIR

nt northern telecom



Solange Martel Cantin, Maryse Tardif

Français 1^{re} et 2^e année

Le sac à mots

de Mirabelle et de Baluchon

Mini-dictionnaire illustré en couleurs

ISBN 2-7608-5114-1 (260 p.)



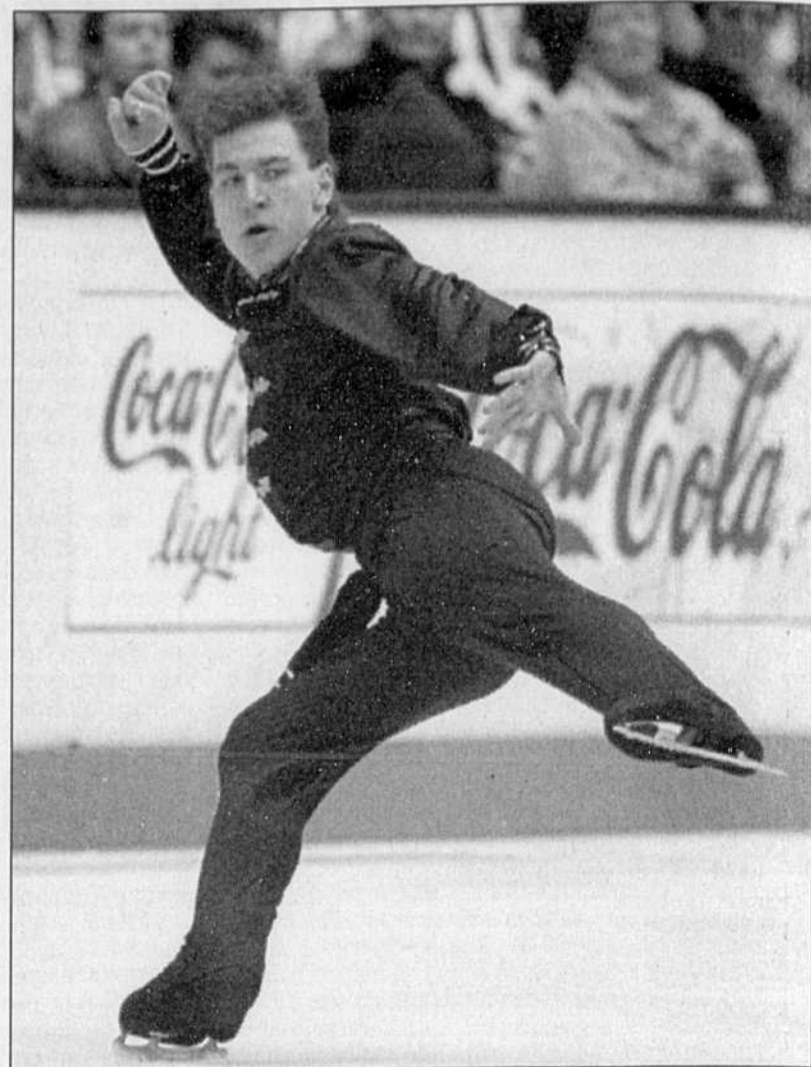
4350, avenue de l'Hôtel-de-Ville
MONTRÉAL (Québec)
H2W 2H5
Téléphone:
(514) 843-5991
Télécopieur:
(514) 843-5252

LE DEVOIR

LES SPORTS

Mondiaux de patinage artistique

Or et exploit du maître Stojko



Elvis Stojko, le nouveau champion du monde de patinage artistique.

Chiba, Japon (Reuter-PC) — Elvis Stojko vient de vivre une année de rêve.

Hier, le Canadien a conquis le titre mondial de patinage artistique en réalisant un exploit: une combinaison quadruple boucle-triple boucle. Cette consécration du patineur de Richmond Hill survient quelques semaines après sa médaille d'argent enlevée aux Jeux olympiques.

«J'ai du mal à expliquer ce qui s'est passé, a commenté un Stojko extatique. Je n'avais pas pour but d'atteindre la perfection — c'est inatteignable — mais d'approcher l'excellence. C'est pour cela que je me suis battu», a-t-il dit.

Le Français Philippe Candeloro, médaille de bronze à Lillehammer, a dû se contenter de l'argent malgré un programme libre parfaitement maîtrisé.

L'Ukrainien Viacheslav Zagorodniouk, que l'on n'attendait pas sur le podium, termine troisième.

Tenté lui aussi par l'exploit, Alexei Ourmanov, champion olympique en titre, a chuté en tentant le quadruple boucle. Il se classe quatrième.

Sébastien Britten, de Brossard, qui prenait part à ses premiers championnats du monde, s'est classé huitième. Marcus Christensen, d'Edmonton, a fini 15e.

Déterminé à prendre sa revanche après sa déception olympique — le Russe Alexei Ourmanov lui avait ravi l'or — Elvis Stojko, 22 ans, a honoré de manière spectaculaire son surnom de «King» sur la patinoire de Chiba.

Coutumier des démonstrations d'éclat à l'entraînement, le Canadien, boule de muscles et faciès de mauvais garçon, a défié l'impossible pour évincer Philippe Candeloro, qui avait placé la barre très haut lors de son passage sur la glace en réussissant pas moins de trois triples boucles, deux triple lutz, un triple axel et un triple flip.

Évoluant sur la bande originale du

film *Bruce Lee Story*, Stojko a patiné avec une vivacité et une force stupéfiantes pour finalement réussir une combinaison historique, qui lui a valu huit 5,9 et un 6,0 de la part du juge américain en mérite technique, en dépit d'une légère perte de contrôle à la réception du triple.

Stojko a assorti sa performance d'un triple lutz, d'une combinaison triple axel-triple boucle piquée et de quatre autres triple sauts: du jamais vu, le tout avec une aisance confondante.

Après la quadruple boucle, Stojko s'est dit: «C'est un bon début (pour remporter le titre), pourquoi la manquer? J'ai su que je pouvais réussir.» Son compatriote Kurt Browning, quatre fois champion du monde, avait été le premier à réussir une quadruple boucle en compétition, lors du Mondial 1988.

Stojko a laissé entendre que lui-même et Candeloro représentent la nouvelle génération de patineurs.

«Je crois avoir démontré avec mon patin que les arts martiaux ne sont qu'une partie de ma personnalité, a-t-il dit. Mon but était de prouver qu'on peut choisir ce que l'on veut et être soi-même sur la glace.»

«Cela a ouvert la porte à une autre forme de patinage.» Gratifié de notes techniques et artistiques excellentes, Candeloro a une nouvelle fois commis une erreur à la fin de son interprétation de *Parvair*, saluée par un public en délire, en escamotant un tour dans son double axel.

Le Français a néanmoins offert une de ses meilleures prestations depuis son entrée dans le cercle des grands.

«Je n'ai pas de regrets, car même en réussissant le deuxième triple Axel, je n'aurais pas été sacré champion du monde, a déclaré Candeloro. Je ne me suis pas posé de questions en montant sur la glace, la lutte a été belle, et je suis très heureux de la victoire d'Elvis qui a

le mieux patiné.»

«Nous aurons encore de nombreux duels avec Elvis avant les prochains Jeux olympiques. Il reste trois championnats du monde (...). J'ai gagné une marche de plus. Ça me donne une marge de progression et j'ai un exemple à suivre, celui de Stojko», a déclaré Candeloro.

Par ailleurs, Shae-Lynn Bourne, de Chatham, et Victor Kraatz, de

Vancouver, se sont hissés à la sixième place des épreuves de danse des championnats du monde de patinage artistique à l'issue du programme imposé et du programme original. Le livre sera présenté aujourd'hui.

Les Russes Oksana Grischuk et Evgeni Platov viennent en tête devant les Français Sophie Moniotte et Pascal Lavanchy, et les Finlandais Susanna Rahkamo et Petri Kokko,

Mets 13, Expos 3

Leary bombardé

MICHEL LAJEUNESSE
PRESSE CANADIENNE

Un p'tit voyage désastreux à Port St. Lucie pour commencer la journée contre les Mets de New York.

Voilà comment on peut décrire le premier match du programme double un peu spécial que les Expos ont perdu 13-3 face aux Mets.

Et ce fut la fête du vétéran droitier Tim Leary, qui avait pourtant si bien fait depuis le début du camp.

En deux manches de travail, il a été mitraillé par l'ennemi. Il a cédé sept points à la suite de deux coups sûrs et quatre buts sur balles.

Il a donné la frousse aux Mets en troisième manche quand il a atteint Kevin McReynolds à la tête. En première, McReynolds avait claqué un circuit de trois points à ses dépens.

Le voltigeur est resté étendu au sol, inconscient, pendant près de cinq minutes.

Leary a ensuite donné un but sur balles à Kent Walker pour remplir les coussins et il a cédé le monticule à Gil Heredia. Il a été accueilli dans le match par le grand chelem de Kelly Stinnett, son premier circuit du camp.

En deux manches de travail, Heredia, qui lutte lui aussi pour le poste de cinquième partant, n'a pas été plus efficace que son prédécesseur. Il a donné cinq points à la suite de six coups sûrs, en deux manches de travail.

L'instructeur des lanceurs Joe Kerrigan n'était pas vraiment surpris de voir Leary connaître autant de difficultés. Il a même dit qu'il s'en attendait un peu.

«Il faut se rappeler qu'il a manqué deux semaines d'entraînement à cause de son opération. Il fallait bien que cela se produise un jour ou l'autre. Leary est un lanceur de finesse et il avait de la difficulté à bien sentir la balle au bout de ses doigts.»

«Il ne maîtrisait aucun lancer sauf sa balle papillon. A un certain moment, il était totalement incapable de lancer des prises. Je ne pensais pas qu'il allait connaître autant de difficultés cependant parce qu'il avait bien fait lors de la période d'échauffement.»

Leary devait lancer bien plus longtemps qu'il ne l'a fait. Selon Kerrigan, c'est la raison pour laquelle Heredia a connu autant de difficultés à son tour. Le droitier Dwight Gooden a mérité la victoire. Il a lancé pendant six manches, sa plus longue sortie du camp. Il a cédé trois points à la suite de cinq coups sûrs.

Ted Wood a obtenu un circuit pour les Expos. Darren Fletcher, avec un simple en première, et Freddie Benavides, avec un triple en deuxième, ont produit les autres points des visiteurs.

McReynolds a été conduit à l'hôpital où les examens n'ont révélé aucune fracture.

HOCKEY

Hier		LIGUE NATIONALE	
Anaheim à Boston		Conférence de l'Est	
Ottawa à Pittsburgh		Section Nord-Est	
Tampa Bay à New Jersey		pj	g p n bp bc pts
Floride à Philadelphie		Pittsburgh	74 38 23 13 267 253 89
San Jose à Toronto		Montréal	73 38 23 12 252 207 88
Montréal à Chicago		Boston	73 36 25 12 249 216 84
		Buffalo	74 37 28 9 246 196 83
		Québec	73 30 36 7 240 247 67
		Hartford	74 24 42 8 197 248 56
		Ottawa	74 12 54 8 175 349 32
		Section Atlantique	
		x-Rangers	74 45 22 7 265 207 97
		New Jersey	73 41 21 11 268 195 93
		Washington	74 34 31 8 235 224 76
		Florida	73 31 29 13 204 201 75
		Philadelphie	73 32 34 7 262 275 71
		Islanders	73 31 33 9 250 235 71
		Tampa Bay	74 25 39 10 198 229 60

LES MEILLEURS		Canadien	
Gretzky, LA	37 83 120	Damphousse	34 46 80
Fedorov, Det	51 61 112	Bellows	29 36 65
Gilmour, Tor	26 74 100	Muller	20 31 51
Rosenick, Chi	41 56 97	Schneider	20 28 48
Riccchi, Phi	37 60 97	Klante	15 26 41
Quiles, Bos	29 55 85	Dionne	17 23 40
Burn, Vir	59 44 94	LeClair	17 22 39
Bourque, Bos	20 71 91	Odein	11 25 36
Andreychuk, Tor	49 40 89	Carbonneau	12 35 28
Hull, StL	48 40 88	Desjardins	10 18 28
Lindros, Phi	41 46 87		
Shanahan, StL	40 46 86	Nordiques	
Jagr, Pgh	29 55 85	Sakic	22 58 80
Brend Anson, Phi	27 58 85	Sundin	28 43 71
Francis, Pgh	25 59 84	Kamensky	24 32 56
Sheppard, Det	48 35 83	Young	22 29 42
Richel, Cal	37 46 83	Ricci	25 41 33
Turgeon, NYI	33 50 83	Fraser	14 19 33
Mosano, Dal	44 38 82	Kovalenko	16 17 33
Damphousse, Mtl	46 80	Sutter	12 21 33
Sakic, Que	22 58 80	Rucinsky	9 23 32

Les Nordiques nient une autre rumeur de vente

FRANÇOIS RATTÉ
PRESSE CANADIENNE

Québec — La direction des Nordiques de Québec a catégoriquement nié dans un communiqué, hier en fin d'après-midi, les rumeurs de plus en plus persistantes concernant la vente de l'équipe à Peter Karmanos, du Groupe Compuware, qui déménagerait dès la saison prochaine la formation québécoise dans la ville de Phoenix en Arizona.

Le communiqué émis par les Nordiques se lit comme suit: «La direction des Nordiques de Québec dément catégoriquement les rumeurs de vente du club et tient à assurer ses nombreux et loyaux partisans qu'elle poursuit tous les efforts nécessaires afin d'assurer la survie de l'équipe à Québec.»

Compuware n'en est pas à sa première tentative pour mettre la main sur une équipe de hockey de la LNH. Dans le passé, le groupe a tenté des approches pour s'accaparer les nouvelles franchises qui ont été octroyées à Ottawa et Miami. Karmanos et son bras droit Jim Rutherford, l'ex-gardien des Red Wings de Detroit, ont également tenté d'implanter une équipe à St. Petersburg en Floride mais c'est finalement un groupe de Japonais qui a mis la main sur la franchise de Tampa Bay.

Un des dirigeants de l'America

West Arena où a d'ailleurs été disputé en janvier un match entre le Canadien et les Nordiques aurait également déclaré que la ville de Phoenix devait s'attendre à bientôt obtenir une franchise de la LNH.

Selon les informations rendues publiques par différents médias, hier, le président des Nordiques, Marcel Aubut, marchanderait son équipe depuis plusieurs semaines à travers l'Amérique du Nord.

M. Aubut aurait donné le mandat à certaines personnes de trouver des acheteurs. Il aurait également interdit à Pierre Pagé d'échanger les gros noms de l'équipe.

C'est lors d'une conférence téléphonique au début du mois de janvier que Marcel Aubut et les autres actionnaires de l'équipe auraient voté pour la vente de l'équipe qui aurait alors été acceptée à quatre voix contre une.

Selon les mêmes informations, un autre groupe d'investisseurs aurait manifesté beaucoup d'intérêt pour l'achat des Nordiques. Le groupe Invesco d'Atlanta aurait offert 66 000 000\$ pour le club québécois entre le 22 janvier et le 11 février dernier.

Après avoir passé la journée de mercredi à Toronto, Aubut se trouvait hier à New York où il assistait à une réunion du bureau des gouverneurs de la LNH.

EN BREF

6 WHALERS ARRÊTÉS

Six joueurs et un entraîneur-adjoint des Whalers de Hartford ont passé une partie de la nuit de mercredi à hier en prison pour avoir refusé de quitter un bar après la fermeture de l'établissement propriété du quart-arrière des Bills de Buffalo, Jim Kelly. Pat Verbeek, Geoff Sanderson, Chris Pronger, Todd Harkins, Marc Potvin et Mark Janssens, ainsi que l'entraîneur-adjoint Kevin McCarthy ont été arrêtés pour avoir troublé l'ordre public au bar Network. La police dit avoir été appelée sur les lieux à quatre heures du matin après que les membres des Whalers eurent refusé de partir. Une dispute a suivi et des injures et même des coups ont été échangés entre joueurs et policiers. Quelques joueurs ont même cherché à échapper aux policiers en tentant de sauter par-dessus une clôture de sécurité haute de deux mètres. Menottes aux mains, les six joueurs ont comparu hier en cour municipale afin de répondre à des accusations d'avoir troublé la paix, de violation de propriété et d'obstruction aux autorités municipales.

MILLER À DENVER

Le receveur de passes Anthony Miller est devenu un membre en règle du Denver lorsque les Chargers de San Diego ont refusé d'égaliser l'offre des Broncos. Miller avait conclu une entente de quatre ans de 10,5 millions\$. Ayant été désigné joueur de transition chez les Chargers, l'équipe avait le droit d'égaliser toute offre venant d'une autre formation.

GEORGE À ATLANTA

Les Colts d'Indianapolis ont échangé le quart Jeff George aux Falcons d'Atlanta en retour de trois choix au repêchage. Les Colts profiteront du premier et du troisième choix des Falcons au prochain repêchage, et de leur deuxième, l'an prochain. Mais si George parvient à remporter sept victoires ou plus pour les Falcons en 1994, les Colts auront alors droit à leur premier choix au repêchage de 1995. A Indianapolis, George n'a jamais comblé les attentes des Colts qui en avaient fait leur premier choix en 1990.

CONDITIONS DE SKI

INFO-SKI 514-790-7070

RÉGIONS

LAURENTIDES

Morin Heights	214	22	22
St-Sauveur	213	28	23
Avila	185	11	10
Olympia	197	19	14
Gabriel	200	16	9
Habitant	167	10	10
Chanteclerc	183	22	13
Christie	180	12	
Sauvage	168	9	
Avalanche	165	9	
Alta	178	22	
Vallée Bleue	115	15	
Mont Daniel	114	16	
40/80	100	5	
Mont-Tremblant	671	55	
Mont-Blanc	305	35	
Gray Rocks	184	22	
Labelle	165	10	
Belle Neige	157	14	

MAURICIE-BOIS FRANCS

Val Mauricie	100	5	
Bois Francs	185	12	
Vallée du Parc	168	15	10
La Tuque	148	10	6
Carmel	106	11	

ABITIBI TÉMISCAMINGUE

Mont Vidéo	107	13	4
Kanasuta	147	9	

BAS ST-LAURENT

Comi	306	11	
St-Mathieu	191	10	
Biencourt	152	10	
Côte des Chats	134	6	4
Citadelle	191	8	
Val Neigette	169	14	

ESTRIE

Orford	540	39	
Owl's Head	540	27	
Sutton	460	53	
Bromont	400	22	13
Glen	350	26	
Adstock	335	9	
Shefford	305	12	
Mont Joye	192	18	
Bellevue	80	6	6

MONTÉRÉGIE

St-Bruno	125	14	F
Rigaud	120	8	3

LANAUDIÈRE

Val St-Côme	300	20	5
Trinité	130	10	
Pontbriant	137	10	4
Montcalm	139	12	
Garceau	305	16	

QUÉBEC

Mont Ste-Anne	625	46	13
Stoneham	420	25	16
Le Relais	204	25	25
St-Castin	175	14	11
Castor	230	14	

GASPÉSIE

Pin Rouge	450	5	
Bechevaise	235	13	
Val d'Irène	274	13	
Castor	85	12	
Cap Chat	200	8	8
Miller	241	26	

CHAUDIÈRES-APPALACHES

Massif du Sud	400	11	
Grande Coulée	353	22	
Crapaudière	290	11	10
Mont Originel	296	25	
Ski-Beauce	91	5	5

MANICOUAGAN

Tibasse	125	10	10
Mont Gallix	185	18	

MONTRÉAL

Des Hirondelles	13		
Ignace Bourget	13		
Cabrini	13		
Mont-Royal	13		

OUTAOUAIS

Mont Ste-Marie	381	17	
Chilly	150	4	
Camp Fortune	205	5	
Vorlage	138	15	
Cascades	60	13	4
Lac de l'Argile	128	3	

SAGUENAY-LAC ST-JEAN

Mont Édouard	140	20	
Le Valinouët	360	17	
Lac Vert	240	13	
Mont Bélu	175	10	2
Mont Fortin	95	11	11

CHARLEVOIX

Le Massif de la petite Rivière St-François	770	15	
Mont Grand Fonds	335	12	

ÉTATS UNIS

Jay Peak	1097	46	
Bolton Valley	338	48	
Smuggler's Notch	796	56	
Sugarloaf	853	93	
Sunday River	612	90	
Balsams/Wilderness	305	14	

QUEST CANADIEN

Whistler	2170	100	
Blackcomb	2284	100	
Banff	2637	38	
Big White	2319	51	

EUROPE

Trois Vallées	1750	95	
Val D'Isère	1450	60	
Chamonix	2807	51	

*Cette information est disponible tous les vendredis et samedis!

SPORT ACTIVITÉ

ENNEIGEMENT

GRANULEUSE FERMÉ À DURCIE

NOUVELLE NEIGE

FERME À DURCIE

GRANULEUSE BASE FERME À DURCIE

NOUVELLE NEIGE BASE FERME À DURCIE

GRANULEUSE BASE FERME

FERMÉ

GRANULEUSE BASE FERME À DURCIE

NOUVELLE NEIGE BASE FERME

GRANULEUSE NOUVELLE NEIGE BASE FERME À DURCIE

NOUVELLE NEIGE BASE FERME

GRANULEUSE BASE FERME À DURCIE

NEIGE DAMÉE BASE FERME

POUDREUSE DAMÉE BASE FERME

DÉNIVELLATION

NB. PISTES OUVERTES LE JOUR

SKI DE SOIRÉE

LE DEVOIR

LE MONDE

PERSPECTIVES

La Crimée, terrain miné entre la Russie et l'Ukraine

Les Russes s'apprêtent à braver Kiev

PAOLA MESSANA
AGENCE-FRANCE-PRESSE

Peuplée de Russes, considérée par Moscou comme un verrou stratégique sur la mer Noire, la Crimée, que les aléas de l'histoire soviétique ont faite ukrainienne, bravera dimanche Kiev en organisant un «sondage» à haut risque sur son avenir.

Parallèlement aux élections au parlement ukrainien de Kiev de leurs députés, les électeurs de cette presque île ensoleillée de 2,3 millions d'habitants — où les Ukrainiens ne représentent que 18% de la population, contre 67% de Russes — doivent élire un nouveau parlement local, et surtout répondre aux multiples questions d'un sondage qu'en dépit de son caractère officiellement «consultatif», le président ukrainien Leonid Kravtchouk a vainement tenté d'interdire.

Sondage électoral

Le sondage constitue l'une des promesses faites aux électeurs de la république autonome de Crimée par son premier président Iouri Mechkov. Ce juriste pro-russe qui avoue avoir fait ses études «avec Vladimir Jirinovski» (leader ultranationaliste russe) pour qui il a «une admiration personnelle», a été élu en janvier, au terme d'une campagne marquée par six assassinats politiques entre les deux tours de scrutin.

Son programme prévoit notamment l'obtention de la double nationalité russe et ukrainienne pour les habitants de la Crimée, le retour dans la zone rouble — quittée par Kiev — et un pouvoir accru pour la presqu'île.

La Crimée faisait partie de la Russie jusqu'à ce que Nikita Khrouchtchev «l'offre» à l'Ukraine en 1954.

Ce «don», qui n'a longtemps concerné que les frontières internes de l'URSS, sans porter atteinte ni aux intérêts de la nomenclatura qui venait passer ses vacances à Yalta ni à ceux de la flotte de la Mer Noire ancrée à Sebastopol, se révèle aujourd'hui un des cadeaux les plus empoisonnés de l'époque soviétique.

Le programme de M. Mechkov remporte les suffrages de la majorité russe, qui supporte d'autant plus difficilement de vivre «à l'étranger» depuis la fin de l'URSS que l'Ukraine connaît une crise économique terrible et que la Russie fait figure de pays riche en comparaison.

Cette même majorité russe, appuyée par Moscou, craint en outre de voir demain une Ukraine plus proche de l'Europe et du bassin méditerranéen constituer un front anti-Russie.

Alors que le président Kravtchouk «crie au loup» et met en garde contre les risques d'un «Nagorny Karabakh» en Crimée, M. Mechkov modère pour l'instant le ton, une tactique qu'il a déjà utilisée pour avancer ses pions.

«Il n'est pas question d'un rattachement de la Crimée à la Russie, nous voulons simplement rétablir des liens économiques que le nationalisme non acceptable de la direction ukrainienne a détruits, le meilleur moyen d'éviter toute explosion est la sortie de la crise», a-t-il assuré dans une conférence de presse à Simféropol en début de semaine.

«Il ne pourra pas s'en tenir à cette modération, il est prisonnier de ses promesses électorales et des cercles politiques qui font pression sur lui», estime cependant Mustapha Djemilev, leader influent des Tatars de Crimée, les descendants des turco-mongols fondateurs du Khanat de Crimée (14-18e siècles).

Bourgeoisie de retour

Cette ancienne bourgeoisie déportée en masse par Staline en 1944 est aujourd'hui partiellement de retour, réhabilitée mais mal acceptée, sans logement ni travail. Se considérant comme le seul peuple de souche, ces 250 000 Tatars, soit 10% de la population de Crimée, contestent à une population russe «colonisatrice» — la plupart des Russes sont arrivés en Crimée après la Seconde Guerre mondiale — le droit de décider du sort de la presqu'île, et jouent pour l'instant le jeu de Kiev.

«Nous sommes prêts à organiser des actes de désobéissance civile, et même à aller plus loin si l'on nous provoque», déclare M. Djemilev dans une interview à l'AFP à son domicile de Bakhtchisarai, l'ancienne capitale du Khanat.

Pour cet intellectuel proche de la Turquie, entouré d'ouvrages et de cassettes vidéo en turc, dont une sur la Bosnie, Mechkov va devoir faire très attention, s'il n'est pas trop tard, pour éviter la violence.

FRANCE

Heurts entre jeunes et policiers

Nantes (AFP) — Plusieurs centaines de jeunes qui manifestaient à Nantes contre le Contrat d'insertion professionnelle (CIP) ont affronté hier soir les forces de l'ordre à Nantes, alors que des manifestations avaient lieu dans plusieurs autres villes de France.

Comme lors de toutes les autres manifestations qui se déroulent pratiquement tous les jours depuis une quinzaine de jours dans les principales villes du pays, les jeunes exigent le retrait de décrets instituant le CIP, un contrat spécial de travail pour les jeunes chômeurs fixant un salaire inférieur au minimum légal (5900 FF brut par mois soit environ 1000\$).

L'assassinat de Luis Donaldo Colosio

Le Mexique en état de choc

Plusieurs politiciens craignent pour la démocratisation

FRANÇOIS PISANI
COLLABORATION SPÉCIALE

Mexico — La dépouille de Luis Donaldo Colosio, assassiné mercredi soir, est arrivée tôt hier matin dans la capitale mexicaine, à bord d'un avion présidentiel. Une brève cérémonie a eu lieu en présence du président Carlos Salinas, et de nombreux membres du gouvernement et du Parti.

Un convoi précédé de vingt motards auquel s'est joint la voiture du président, à bord de laquelle se trouvait la veuve de M. Colosio, Diana Laura Riojas, a ensuite emmené le corps jusqu'au siège du PRI, situé au nord de la capitale, sur la célèbre avenue Insurgentes, où devait lui être rendu un hommage.

Tous habillés de noir, quelque 1500 dignitaires du PRI ont accueilli le cercueil debout et dans un tonnerre d'applaudissements, avant de crier : «monsieur le président, qui est-ce, qui est-ce ?» (NDLR: l'assassin), et «nous voulons la paix et la justice». On ignore toujours le mobile exact de l'auteur de l'assassinat, arrêté aussitôt après son crime, et qui est une jeune mécanicien de Tijuana, Mario Aburto Martinez, 23 ans, qui se dit «pacifiste» selon le ministre de la Justice.

Le cercueil devrait rester cinq ou six heures exposé au siège du parti avant d'être conduit au cimetière de Dolores, où aura lieu une cérémonie de crémation. Les cendres de M. Colosio seront ensuite transférées dans son village natal, Magdalena Kino, dans l'Etat de Sonora.

Luis Donaldo Colosio n'était encore que candidat du PRI, mais, depuis 65 ans qu'il est au pouvoir, son parti n'a jamais cédé ce siège et les derniers sondages lui donnaient l'avantage. Cet homme d'origine modeste avait été «poussé» par le président Salinas qui, après en avoir fait le président du parti puis le ministre de son programme social, l'avait choisi comme



Diana Laura Rioja de Colosio se tenait hier à côté du cercueil de son mari au siège du PRI à Mexico.

successeur.

Sa désignation en décembre dernier s'était déroulée dans un contexte idéal alors que le congrès des Etats-Unis venait d'adopter l'Alena (Accord de libre-échange de l'Amérique du Nord). Le programme de stabilisation économique mis en oeuvre par Salinas avait réussi, l'ouverture vers l'extérieur était couronnée de succès et il ne restait plus qu'à consolider une oeuvre que le monde entier se plaisait à saluer.

Le mirage n'a pas tenu longtemps. Les Mexicains qui croyaient tenir le paradis grâce à l'Alena n'ont eu qu'une bouffée d'illusions. Dès les premières heures de

l'année, le soulèvement du Chiapas leur rappelait que, s'il peut rêver au premier monde, le Mexique a encore un pied dans le tiers monde. Ses dirigeants sont des virtuoses de l'ordinateur, mais une partie de la population n'a même pas de bougies pour s'éclairer.

En brandissant leurs armes, les Indiens zapatistes voulaient rappeler qu'ils existent et vivent dans la misère. Ils ont, ce faisant, servi de détonateur à une crise sans fond. L'agitation sociale n'a cessé de s'étendre. Les protestataires sont chaque jour plus nombreux et leur ton plus dur.

Le gouvernement et la classe politique se sont attaqués à une modification de la

loi électorale destinée à éviter une fraude massive aux élections d'août prochain. Mais, en égalisant les chances, cette réforme contribue à l'incertitude et donc à l'instabilité.

L'enlèvement au début de la semaine dernière du premier banquier mexicain a frappé les milieux financiers qui sont convaincus de l'existence d'un complot. La bourse a chuté et, tout en restant à l'intérieur de la bande de fluctuation prévue, le peso a enregistré une dévaluation supérieure à 6%.

Colosio était une victime tentante dans la mesure où il était depuis trois mois confronté à de graves difficultés: sa campagne n'arrivait pas à démarrer et il était contesté au sein de son parti par les partisans de Manuel Camacho, le négociateur gouvernemental pour la paix au Chiapas. Mais, aujourd'hui, aucun membre du gouvernement ne peut être candidat, car il faut l'avoir abandonné 6 mois avant le scrutin. Les autres politiciens de premier plan peuvent difficilement être désignés sans être suspectés d'être derrière le crime.

En même temps qu'ils manifestent leur stupeur, les premières réactions des principaux hommes politiques montrent qu'ils craignent que cet assassinat ne soit le prétexte pour remettre à plus tard la démocratisation.

Bien des Mexicains croyant à la thèse du complot, il est moins important aujourd'hui de deviner qui remplacera Colosio que de déterminer qui l'a tué. Paradoxe dramatique, l'assassinat de l'homme qui devait succéder à Salinas est un coup au coeur d'un des systèmes politiques les plus stables de la planète dont on se demande s'il ne vient pas du système lui-même.

Tout le monde a peur d'une spirale de violence, de voir se réveiller le Mexique sauvage ou, comme on dit ici «el Mexico bronco».

Avec l'Agence France-Presse

AFRIQUE DU SUD

Mandela et de Klerk menacent Buthelezi

Pretoria (AFP) — Le président sud-africain, Frederik de Klerk, a annoncé hier soir une initiative conjointe militaire-politique avec le président du Congrès National Africain, Nelson Mandela, au KwaZulu-Natal, n'excluant pas une proclamation d'état d'urgence en cas d'échec des négociations sur la mise en place d'élections libres et équitables.

Le KwaZulu-Natal est le théâtre de violences particulièrement meurtrières depuis le 18 mars, date à laquelle le roi des Zoulous Goodwill Zwelithini a proclamé sa souveraineté sur le territoire et appelé les Zoulous à boycotter les premières élections multiraciales prévues du 26 au 28 avril. Selon un dernier bilan de l'agence SAPA, 94 personnes y ont été tuées depuis six jours.

Rejetant un renversement du premier ministre du KwaZulu et chef du parti zoulou Inkatha Mangosuthu Buthelezi, M. de Klerk a déclaré qu'il pourrait être amené «à prendre plusieurs autres mesures», lors d'une conférence de presse à Pretoria. «Je ne veux pas entrer dans les détails, a-t-il dit, mais le parlement peut décider

d'autoriser le gouvernement, dans certaines circonstances, à assumer certains pouvoirs».

«C'est notre devoir» que des élections libres soient assurées, a déclaré le président en ajoutant toutefois qu'il ne souhaitait pas «déclencher une si pénible action».

Il a annoncé qu'il désirait rencontrer «le plus rapidement possible» M. Buthelezi pour discuter des différentes options, dont «une initiative politique que nous pourrions prendre pour briser l'impasse».

En milieu de journée, M. de Klerk s'était déclaré, dans un communiqué, favorable à une poursuite des négociations avec le KwaZulu.

Nelson Mandela a, pour sa part, invité le roi Goodwill à le rencontrer le 29 ou le 31 mars dans un lieu neutre pour s'entretenir en tête à tête des problèmes légaux et constitutionnels.

Après avoir rencontré le président de la Commission électorale indépendante (IEC), le Juge Johann Kriegler — revenu mercredi d'Ulundi, la capitale du Kwazulu,

sans obtenir d'engagement clair de la part de M. Buthelezi sur la mise en place du processus électoral — M. de Klerk a déclaré que sa vision de la situation au Natal était «encore plus négative que sa première impression».

Le président a indiqué qu'il avait pris des mesures au Natal, dont un renforcement des troupes et un rappel des réservistes en vue d'un déploiement de troupes «une semaine avant et après les élections».

M. Mandela a estimé que ces mesures pourraient permettre des progrès, mais, a-t-il précisé, «l'initiative politique que nous lancerons dans le Natal devrait être couplée avec les mesures touchant à la situation sur le plan militaire».

A Ulundi, quelque 2000 fonctionnaires, élèves et chefs traditionnels ont manifesté pour soutenir les décisions du roi et contre les demandes du juge Johann Kriegler pour la mise en place de bureaux pour les élections, ce que M. Buthelezi avait accepté du bout des lèvres. Les manifestants ont également brûlé un drapeau sud-africain.

Israël a accepté la présence d'observateurs à Hébron

Le Caire (AFP) — Israël a accepté hier le déploiement d'observateurs norvégiens armés à Hébron, satisfaisant ainsi une demande de l'OLP, mais leur nombre est toujours en négociation entre l'Etat hébreu et les Palestiniens au Caire, a déclaré à l'AFP un délégué palestinien.

Parallèlement à ces négociations, une réunion urgente des bailleurs de fonds de la police palestinienne s'est tenue hier au Caire sous la présidence de la Norvège, et s'est achevée sur un constat de manque de fonds et un appel à la générosité de la communauté internationale.

Selon le négociateur palestinien qui a requis l'anonymat, les observateurs norvégiens équipés d'armes légères seront autonomes et ne dépendront ni de la police palestinienne qui doit être déployée à Hébron, ni de l'armée israélienne. «Ils effectueront leurs propres patrouilles» dans la ville où 30 Palestiniens avaient été massacrés il y a un mois, a-t-il indiqué.

Les négociations israélo-palestiniennes entamées mercredi au Caire portent sur les mesures de sécurité nécessaires pour assurer la protection des 120 000 Palestiniens de Hébron, conformément à la résolution 904 du Conseil de sécurité de l'ONU adoptée vendredi dernier.

Outre le nombre des observateurs norvégiens, les effectifs de la police palestinienne à Hébron, ses pouvoirs et les modalités de son fonctionnement sont au centre des discussions, de même que le fait de savoir de quelle autorité elle relèvera, a indiqué le délégué palestinien.

Israël insiste pour que cette police soit d'une façon ou d'une autre sous le commandement de l'armée israélienne, ce que l'OLP a jusqu'à présent refusé.

Le chef des négociateurs palestiniens Nabil Chaath avait affirmé un peu plus tôt devant la presse que le déploiement des policiers palestiniens à Hébron ainsi qu'à Gaza et à Jéricho «pourrait commencer» dès la relance des négociations sur l'autonomie, c'est-à-dire après un accord sur l'application de la résolution 904 du Conseil de sécurité de l'ONU.

En acceptant la présence d'observateurs étrangers à Hébron et le déploiement immédiat d'une police palestinienne dans cette ville, qui ne fait pas partie des territoires où doit commencer l'autonomie (Gaza et Jéricho), l'Etat hébreu donne satisfaction en partie aux deux principales conditions posées par l'OLP pour la reprise formelle des négociations sur l'autonomie, suspendues depuis le massacre d'Hébron.

Le Salvador doit réformer son système électoral

CLÉMENT TRUDEL
LE DEVOIR

Le Salvador devrait améliorer, pour les prochains scrutins, l'accès physique aux bureaux de vote, simplifier le processus du vote ainsi que les méthodes de comptage des voix, et voir à ce que les boîtes de scrutin soient dûment scellées. Ce ne sont là que quelques-unes des recommandations que s'apprête à faire au Tribunal suprême électoral (TSE) une mission d'observateurs tout juste rentrés du Salvador où se déroulaient dimanche dernier des élections présidentielles, législatives et municipales.

Il y aura un deuxième tour le 24 avril pour désigner le futur président, le candidat de l'Arena (au pouvoir) Armando Calderon Sol ayant raté de peu la marque du 50% plus une voix. Son adversaire sera Ruben Zamora, candidat d'une coalition de trois formations de gauche dont le FMLN (Front Farabundo Martí de libération nationale) qui a fait la guérilla durant 12 ans avant de se convertir en parti politique.

Pierre Beaulne (CEQ) présidait la mission de huit membres dont faisaient partie des observateurs délégués par Développement et Paix (Michael Griffin), Carrefour Tiers-Monde (Andrée Buist), par le Conseil canadien pour les réfugiés, par la CSN (Jean Lacharité) et par la Coalition pour des élections libres au Salvador. La Society of Friends (Quakers) de Toronto avait mandaté Mme Nancy Pocock, octogénaire très alerte, et les Missionnaires oblates, Gustave Pelletier, pour rendre compte du processus de démocratisation en cours.

Les huit observateurs se sont répartis dans quatre localités du département de Sonsonate, région qui, en 1932, fut l'un des bastions d'une révolte paysanne lourdement réprimée.

M. Beaulne et Mme Buist, de passage à nos bureaux hier, ont tenu à féliciter les Salvadoriens dans leur ensemble pour le déroulement des élections du 20 mars, insistant sur la nécessité, selon eux, d'une mise à jour rapide des listes électorales et d'un mécanisme moins compliqué pour que le citoyen en âge de voter puisse obtenir sa carte d'électeur.

À surveiller
cette semaine:

NOUVELLE ITALIE ?

Des reportages de
François Brousseau
sur les élections italiennes.

C'est un rendez-vous
dans

LE DEVOIR

LE MONDE

GRANDE-BRETAGNE

L'Irakgate
menace
un ministre
de Major

Londres (AFP) — L'attorney général britannique, Sir Nicholas Lyell, a été contraint hier de défendre pied à pied son «intégrité» devant la commission d'enquête officielle sur le scandale de l'Irakgate, dont il pourrait être la première victime politique.

Alors que la presse le désigne comme le «fusible» idéal pour le gouvernement et spéculer sur sa démission, Sir Nicholas a affirmé qu'il n'avait strictement rien à se reprocher dans l'affaire des ventes illégales à Bagdad de matériel à usage militaire.

Deuxième autorité judiciaire du pays et membre du cabinet, qu'il est chargé de conseiller sur tous les sujets légaux, Sir Nicholas avait été propulsé sur le devant de la scène par le témoignage dévastateur du ministre de l'Industrie et du Commerce Michael Heseltine.

Qualifiant «d'incroyable» l'attitude de l'attorney général, M. Heseltine l'avait accusé en février d'avoir présenté comme obligatoire la signature d'ordres classant «secrètes» des documents administratifs compromettants: ils montraient que le gouvernement était au courant d'un trafic illégal vers l'Irak qui s'est poursuivi jusqu'à l'invasion du Koweït en 1990.

Sur le fond, Sir Nicholas est sur la sellette pour avoir pris le risque, en voulant cacher des preuves à la justice, de faire condamner trois innocents lors du procès des dirigeants de l'entreprise de machines-outils Matrix Churchill.

Accusés par les douanes d'avoir contourné l'embargo international, ces dirigeants ont été blanchis lorsqu'il a été établi qu'ils agissaient avec l'aval secret des autorités britanniques. Leur acquittement, en novembre 1992, avait fait éclater le scandale.

Jeudi, Sir Nicholas a assuré avoir constamment agi avec «scrupule et intégrité», ajoutant qu'il était un «homme de devoir». Mais il a dû reconnaître pour la première fois que les ministres n'étaient pas «obligés» de classer les documents gênants, contrairement à ce qu'il leur avait laissé croire à l'époque.

L'opposition travailliste a aussitôt considéré qu'il s'agissait d'un «aveu» et que l'attorney général avait «craqué» devant la commission d'enquête.

Convoqués récemment, plusieurs membres importants du cabinet, comme Kenneth Clarke (Finances), Malcolm Rifkind (Défense) ou Douglas Hurd (Foreign Office) ont justifié leur attitude en affirmant qu'ils n'avaient fait que suivre l'avis de l'attorney général. M. Heseltine a été le seul à expliquer qu'il avait tenté de résister, ce qui lui avait valu les applaudissements de la presse et un regain immédiat de popularité.

Mise en place par le premier ministre John Major, la commission d'enquête doit remettre ses conclusions cet été, après plus d'un an de travaux, mais elle ne dispose pas de pouvoirs contraignants.

Au total, une trentaine d'entreprises britanniques auraient exporté illégalement entre 1985 et 1990 pour plus d'un milliard de livres de matériel sensible vers Bagdad. Le gouvernement avait modifié ses directives concernant de telles exportations, sans en informer le Parlement.

Les chefs de clans somaliens
font la paix

Les troupes américaines quittent le pays

Nairobi (AFP) — Alors que les forces américaines achèvent leur départ sans gloire de Mogadiscio, les chefs de guerre somaliens ont signé hier à Nairobi un important accord de réconciliation par lequel ils s'engagent à oeuvrer pour la paix et à mettre en place un gouvernement.

Cet accord, difficilement arraché — juste avant le départ du dernier Américain — par le représentant spécial par intérim des Nations unies en Somalie, M. Lansana Kouyate, a été signé par les chefs des deux camps rivaux somaliens, le général Mohamed Farah Aidid et le «président par intérim» Ali Mahdi. Les impitoyables rivaux pour la conquête du pouvoir vacant en Somalie se sont engagés hier à «renoncer à la violence», ainsi qu'au désarmement et au cesse-le-feu.

M. Kouyate a noté que l'accord conclu avait quelque chose d'«inespéré», alors que beaucoup redoutent que le départ des forces américaines et occidentales de l'Opération des Nations unies en Somalie (ONUSOM) ne fasse retourner le pays à la guerre civile.

L'accord de réconciliation engage les 15 principales factions somaliennes: les 3 partis de l'Alliance nationale somalienne (SNA), présidée par le général Aidid, et le «groupe des 12» dirigé par M. Mahdi.

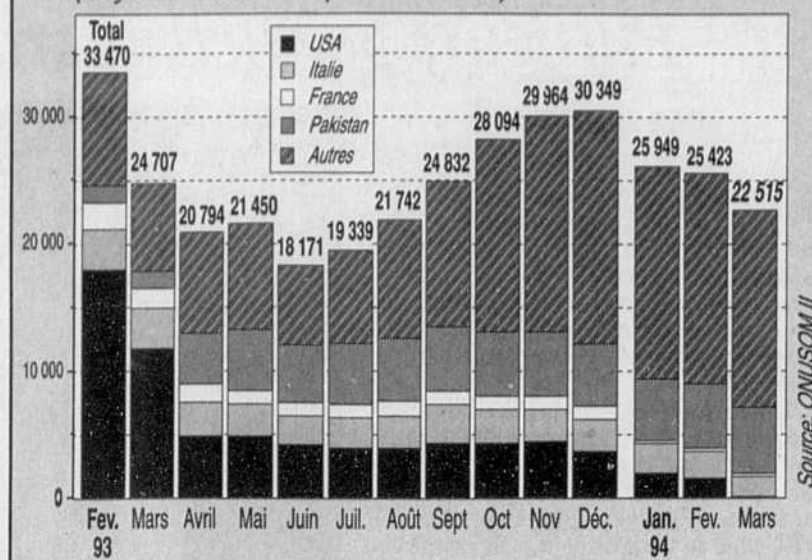
Les deux chefs de guerre, qui avaient revêtu, comme la plupart des autres chefs de factions, des costumes sombres impeccables, se sont embrassés à l'issue de la cérémonie de signature. Leur guerre pour le contrôle de Mogadiscio après la chute du président Siad Barre, en 1991, a fait plus de 30 000 morts et blessés.

Après avoir été 5 fois reportée depuis le début de la semaine, la cérémonie a été organisée, en présence de plusieurs ambassadeurs, dont celle des Etats Unis, dans les jardins du siège de l'ONU à Nairobi.

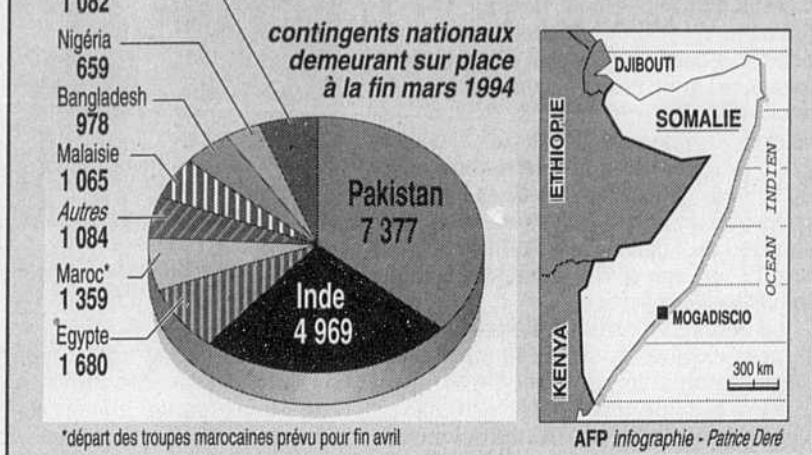
Pour en arriver là, l'ambassadeur guinéen Lansana Kouyate a réuni pendant douze jours les leaders des factions somaliennes et leurs délégations à Nairobi. M. Kouyate assure jusqu'à la nomination d'un nouveau représentant spécial des Nations unies en Somalie, la succession de

Somalie: les Américains partent...

Evolution des principaux contingents de casques bleus (moyenne mensuelle depuis février 1993)



...d'autres militaires restent



l'amiral américain à la retraite Jonathan Howe, qui avait mis la tête du général Aidid à prix pour 25 000\$.

La promesse de réconciliation des factions somaliennes a coûté cher aux Nations unies qui ont payé le séjour dans la capitale kényane de 90 leaders et délégués somaliens et de 15 employés d'ONUSOM: «Près de 150 000\$ par jour», sur la fin, selon le porte-parole civil d'ONUSOM, M. George Bennett.

Devant l'incapacité des leaders so-

malien à s'entendre sur les termes de leur réconciliation, M. Kouyate avait annoncé mercredi l'«échec» des pourparlers inter-somaliens et que les Nations unies ne continueraient pas de payer pour des négociations «apparemment vouées à n'avoir pas de résultat».

«Le coup a marché», notait hier un diplomate occidental, qui créditait M. Kouyate d'une «belle réussite» avant d'ajouter: «Mais avec les Somaliens...»

Le procès Touvier en France

Le premier
ministre
Balladur doit-il
comparaître?

Versailles (Reuter) — Le témoignage de l'ancien chef de cabinet du président Georges Pompidou devant la cour d'assises de Yvelines a relancé hier la controverse sur l'opportunité d'entendre Edouard Balladur sur la grâce accordée en 1971 à l'ex-milicien Paul Touvier.

L'accusé a en effet assuré, à la faveur de l'audition d'Anne-Marie Dupuy, que Mgr Charles Duquaire, le prêtre ayant oeuvré pour sa grâce, avait été reçu personnellement à l'époque par Edouard Balladur, alors secrétaire général adjoint de l'Élysée.

«Il a rencontré M. Balladur personnellement», a lâché Paul Touvier au détour d'une question du président Henri Boulard sur les démarches effectuées par le secrétaire de Mgr Jacques Villot, secrétaire d'Etat du Vatican.

Dans une lettre adressée la semaine dernière à la cour, Edouard Balladur avait sollicité une dispense de comparaître en affirmant n'avoir pas eu «à l'évidence à connaître des faits qui sont reprochés à Paul Touvier».

Mais le rapport «Touvier et l'Église», rédigé par une commission d'historiens présidée par René Rémond, précise, page 218, que Mgr Duquaire a rencontré Edouard Balladur à l'Élysée. Priée par le président Boulard de dire si cette rencontre lui paraissait plausible, Anne-Marie Dupuy, 74 ans, a répondu: «Non, cette entrevue ne me paraît pas plausible».

Me Jacques Trémolet de Villers, l'avocat de Paul Touvier, a alors fait état d'une possible rencontre entre Mgr Duquaire et Edouard Balladur à Rome mais le témoin n'a pas été en mesure de confirmer cette hypothèse.

L'actuel premier ministre devait être cité, en principe, le 1er avril par la défense de Paul Touvier mais le président Boulard n'a pas encore pris sa décision sur une éventuelle audition, qui doit obtenir l'aval du Conseil des ministres.

Anne-Marie Dupuy a estimé pour sa part que le président Georges Pompidou avait gracié Paul Touvier en pensant à ses enfants, qui «vivaient un peu comme des parias». «J'ai moi-même trois enfants, on a ses faiblesses».

Elle a souligné que cette grâce ne concernait que «des peines accessoires (interdiction de séjour et confiscation des biens) et non la peine de mort», qui avait été prescrite quatre ans plus tôt.

Mais l'ancien chef de cabinet a affirmé que le président Pompidou ne lui avait pas confié ses motivations profondes, notamment l'argument sur la nécessaire «réconciliation des Français» qu'il avait développé lors d'une conférence de presse en 1972. «A partir du moment où il avait pris une décision, c'était sa décision. Quand l'affaire a éclaté dans l'Express, j'ai eu des reproches, mais pas du président Pompidou ni de M. Balladur», a-t-elle dit.

Cette ancienne résistante, engagée volontaire de la France libre, a admis que Mgr Charles Duquaire avait fait «vibrer sa corde sensible» en mettant en avant le sort des enfants de l'ex-milicien. «J'ai certainement été, hélas, un bon avocat (de Touvier) auprès de M. Pompidou», a-t-elle concédé.



Anik Bissonnette et Louis Robitaille, danseurs étoiles des Grands Ballets Canadiens

« ON VOUS
RECOMMANDE
D'INVESTIR
DANS UN QUOTIDIEN
QUI SAIT
SUR QUEL PIED
DANSER. »

En devenant actionnaire de la Société de placement en entreprise québécoise (SPEQ-LE DEVOIR INC.), vous manifestez votre appui à un quotidien qui a une direction claire et originale. Un quotidien qui participe au maintien et à l'enrichissement de la culture québécoise.

En devenant actionnaire, vous contribuez au renouvellement du journal et vous profitez d'une déduction fiscale (provinciale) de 125 %, pour chaque tranche de 500 \$, l'investissement minimal.

En devenant actionnaire, vous vous joignez aux lecteurs, aux amis, aux institutions et aux gens d'affaires qui assurent en deux phases la restructuration financière du journal.

En devenant actionnaire de SPEQ-LE DEVOIR INC., vous investissez dans votre propre culture.

Première émission par voie de prospectus
SPEQ-LE DEVOIR INC.

Prix : 1 \$ l'action

Souscription minimale : 500 actions ordinaires

Souscription par tranche de 500 actions ordinaires

Le produit net du placement sera utilisé pour souscrire à 1 100 000 actions votantes et participantes de LE DEVOIR INC., soit environ 15,5 %.

Pour obtenir tous les renseignements, veuillez remplir le coupon ci-dessous et un exemplaire du prospectus définitif vous sera transmis.

Je désire recevoir des renseignements concernant l'achat d'actions de la SPEQ qui investira dans LE DEVOIR INC.

NOM :

ADRESSE :

TÉLÉPHONE :

NOTE : Veuillez faire parvenir ce coupon à Roger Boisvert, 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9 Tél. : (514) 985-3333 Téléc. : (514) 985-3310.

LE DEVOIR

LE MONDE

EN BREF

INDEMNISATIONS

Genève (AFP) — Les premiers paiements d'indemnités aux victimes du conflit du Golfe devraient commencer dans quelques mois, mais la Commission de compensation de l'ONU ne dispose toujours que de moyens financiers infimes pour faire face aux demandes qui devraient atteindre au moins 80 milliards\$, a indiqué officiellement hier l'ONU. La Commission, qui a tenu cette semaine à Genève une nouvelle session, a décidé de ne pas rembourser aux pays de la coalition occidentale les dépenses militaires engagées durant le conflit, et qui selon le département américain de la Défense, représenteraient au moins 60 milliards\$. La facture des pompiers du pétrole qui avaient lutté pendant des mois, représente un milliard de dollars. Les premiers indemnisés seront quelque 2000 personnes (ou leur ayants-droits) de 19 pays, qui ont subi des traumatismes grave au Koweït.

UN GYNÉCOLOGUE POLONAIS SE SUICIDE

Varsovie (AFP) — Un médecin gynécologue de Czeszochowa (sud de la Pologne), soupçonné par le parquet local d'avoir pratiqué un avortement dans son cabinet privé, s'est donné la mort dans la nuit de mardi à mercredi, a rapporté hier le quotidien polonais Gazeta Wyborcza. Le parquet de Czeszochowa avait ouvert une enquête à l'encontre du médecin (dont l'identité n'est pas précisée), lorsqu'un hôpital municipal avait signalé à la justice, il y a une dizaine de jours, l'admission d'une patiente souffrant de troubles consécutifs à une IVG. Le lendemain, le gynécologue en question s'était ouvert les veines. Sauvé, il a été soigné pendant quelques jours à l'hôpital. Revenu chez lui, il s'est pendu.

12 MAROCAINS DISPARUS EN MER

Malaga (AFP) — Des équipes de secours poursuivaient hier la recherche de douze immigrants marocains disparus en mer après le naufrage mardi d'un zodiac au large des côtes de Malaga (sud de l'Espagne), a indiqué un porte-parole du centre national de sauvetage en mer. Il y a peu d'espoir de les retrouver en vie en raison du mauvais temps régnant dans la zone et le temps passé depuis leur disparition, a précisé ce porte-parole. Plusieurs bateaux et un hélicoptère participent aux recherches. Un total de 14 clandestins marocains se trouvaient à bord du zodiac au moment du naufrage. Deux d'entre eux, de 25 et 30 ans, ont réussi à gagner la côte après être restés 20 heures dans l'eau.

RÉBELLION EN PAPAOUASIE

Port-Moresby (AFP) — Des sécessionnistes ont tué 17 personnes mercredi sur l'île de Bougainville, en Papouasie Nouvelle-Guinée, ont annoncé hier des responsables du gouvernement. Les victimes sont des soldats, quatre civils dont une fille de six ans, et 12 membres d'un mouvement pro-gouvernemental. 26 personnes, dont trois soldats, ont été grièvement blessés dans l'attaque qui s'est déroulée dans le centre de soin de Buin (sud). Deux camions sortaient du centre lorsqu'ils ont été attaqués par des rebelles armés, selon une source gouvernementale. Les soldats escortant le convoi ont riposté mais on ignore si la fusillade a fait des victimes du côté des sécessionnistes de l'Armée révolutionnaire de Bougainville (BRA). L'île est le théâtre d'affrontements entre les forces gouvernementales et la BRA depuis que le gouvernement a déclaré l'état d'urgence dans cette province en juin 1989.

AIDE ALIMENTAIRE POUR CUBA

(Le Devoir) — Ottawa a annoncé hier qu'il verserait 300 000\$ pour un programme d'aide alimentaire d'urgence à Cuba. La poudre de lait et l'huile de beurre seront fournies à 220 000 enfants et à 57 000 femmes enceintes ou qui allaitent, pour une durée de six mois. Les pénuries alimentaires dues à la crise économique à Cuba affectent surtout la population de la Havane et de Santiago de Cuba. Cette aide a été accordée à la suite d'un appel lancé par le Programme alimentaire mondial (PAM). Cuba a subi une baisse de production en raison de la difficulté qu'a la Havane de se procurer du combustible qui lui parvenait autrefois à prix de faveur, avant l'effondrement de l'URSS.

Hariri promet de préserver les libertés

Le premier ministre interdit les bulletins d'informations

Beyrouth (Reuter) — Le gouvernement libanais s'est engagé à préserver la liberté d'expression, malgré sa décision de dissoudre le parti chrétien des Forces libanaises (FL) et d'interdire aux radios et télévisions privées de diffuser des bulletins d'informations.

«C'est un engagement sur l'honneur de ne pas toucher aux libertés. C'est ma cause et la cause de tous les responsables officiels qui croient en la liberté», a déclaré le premier ministre, Rafik Hariri dans une interview publiée par le quotidien Al-Diyar.

Le gouvernement a annoncé mercredi la dissolution des FL après qu'un juge eut inculpé neuf personnes, dont sept membres des FL, dans l'affaire de l'attentat du 27 février contre l'église Notre-Dame de la Délivrance, au nord de Beyrouth, qui a fait 11 morts.

Après cette annonce, les forces de sécurité ont arrêté un commandant militaire des FL, Fouad Malek, 60 ans, officier à la retraite de l'armée libanaise et bras droit du chef des FL, Samir Geagea.

Ce dernier a démenti que son mouvement entretienne des relations avec les auteurs de l'attentat.

Le gouvernement a également ordonné aux 50 chaînes de télévisions et aux 100 radios privées d'arrêter de diffuser des bulletins d'information ou des programmes politiques à partir de mercredi minuit.

Tous ces organes ont déclaré se soumettre à l'injonction du gouvernement jusqu'à l'adoption d'une loi sur les médias. Un conseil des ministres extraordinaire examinera mardi prochain ce projet de loi.

La Voix du Sud, radio de l'Armée du Liban-Sud (ALS) qui émet de la zone de sécurité que s'est arrogée Israël au Liban, a bravé l'interdiction.

Seules la radio et la télévision d'État sont autorisées à poursuivre leurs programmes habituels.

Le gouvernement n'a pas fourni de motifs précis à ces mesures, mais a affirmé que les attentats s'inscrivaient dans «un projet qui puise sa source en Israël».

Ces décisions marquent un tournant au Liban, où la presse a joué d'une liberté impensable dans un autre pays arabe.

La nouvelle a suscité une vive émotion et les quotidiens de Beyrouth craignent que ces initiatives gouvernementales ne soient une première étape pour réduire l'opposition au silence.

«Sommes-nous à l'aube d'une période où l'opposition politique est considérée comme un facteur de déstabilisation des programmes étatiques de reconstruction et de développement?», s'interroge le quotidien chrétien conservateur Al-Anwar.

«Pourquoi la liberté doit-elle toujours être sacrifiée à la sécurité?», écrit un autre journal chrétien, Al-Watan. «Pourquoi serait-il convenable de réduire les libertés des médias pour masquer l'incapacité des gouvernements?», ajoute le journal.

Le Parti des Forces libanaises est issu de la principale milice chrétienne qui a combattu durant la guerre civile, entre 1975 et 1990. Elle avait à l'époque des liens étroits avec Israël, où nombre de ses 10 000 hommes s'entraînaient.

UN MARCHÉ DE PLUSIEURS MILLIARDS \$

Accès accru aux projets de marchés publics canadiens

L'Accord intergouvernemental sur les marchés du secteur public permet un meilleur accès aux projets de marchés publics des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, pour les biens qui s'élèvent à plus de 25 000 \$. Les renseignements suivants aideront les entrepreneurs à profiter de ces occasions de marchés.

Ontario

Le gouvernement de l'Ontario invite les fournisseurs à s'inscrire à son Service de renseignements sur les fournisseurs (SRF); il s'agit d'une base de données sur les fournisseurs qui désirent faire affaire avec le gouvernement de l'Ontario.

Pour inscrire votre société, remplir et retourner le formulaire de renseignements sur les fournisseurs que vous pouvez vous procurer à l'adresse suivante :

Service de renseignements sur les fournisseurs
Secrétariat du Conseil de gestion
Edifice Ferguson, 6^e étage
77, rue Wellesley ouest
Toronto (Ontario)
M7A 1N3
Téléphone : (416) 327-3555
Télécopieur : (416) 327-3573

Vous n'avez pas besoin de vous réinscrire si vous l'êtes déjà et si vous n'avez aucun changement à signaler dans la description de votre entreprise qui figure actuellement dans les dossiers du SRF.

Le gouvernement de l'Ontario désire que le secteur privé adopte des mesures d'équité en matière d'emploi et il vous encourage à jouer un rôle actif dans la poursuite des objectifs fixés à cet égard. La province invite également le secteur privé à mettre en oeuvre des mesures appropriées en matière de protection de l'environnement.

Québec

Le gouvernement du Québec publie dans le quotidien *Le Devoir* tous les appels d'offres pour les contrats d'approvisionnement assujettis à l'Accord, sauf s'il s'agit d'un bien pour lequel existe une spécialité dans le Fichier des fournisseurs de biens du gouvernement. Dans ce cas, tous les fournisseurs inscrits dans ce fichier pour la spécialité concernée sont invités à soumissionner.

Pour obtenir la liste des spécialités, les conditions d'inscription ou tout autre renseignement, veuillez communiquer avec le Fichier des fournisseurs de biens à l'adresse suivante :

Conseil du trésor
Services gouvernementaux
Direction des fichiers
Fichier des fournisseurs de biens
575, rue Saint-Amable, 3^e étage
Québec (Québec)
G1R 5N9
Téléphone : (418) 643-1748
Télécopieur : (418) 643-7544

Nouvelle-Écosse

L'organisme d'achat du gouvernement de la Nouvelle-Écosse annonce publiquement dans les quotidiens *Halifax Chronicle Herald* et *Mail Star*, et inscrit au tableau d'affichage électronique de la région de l'Atlantique tous les marchés de biens d'une valeur supérieure à 25 000 \$. Les fournisseurs inscrits qui sont en mesure de répondre à ces besoins sont également invités à soumissionner.

Les sociétés qui désirent obtenir un formulaire d'inscription peuvent contacter :

Director
Nova Scotia Purchasing Agency
P.O. Box 787
Halifax, N.-E.
B3J 2V2
Téléphone : (902) 424-5520
Télécopieur : (902) 463-5732

New Brunswick

Les appels d'offres relatifs à des biens dont la valeur est estimée à plus de 25 000 \$ sont annoncés dans tous les quotidiens de la province. Les fournisseurs n'ont pas besoin de s'inscrire auprès du Centre d'achat pour pouvoir soumissionner.

On peut se procurer les cahiers des charges et les documents de soumission à l'adresse suivante :

Section centrale des appels d'offres
C.P. 8000
Place Marysville, pièce 205
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H6

Téléphone : (506) 453-2245
Télécopieur : (506) 454-8410

Government of Manitoba

Des invitations à soumissionner en vue de répondre aux besoins de produits et de services de plus de 25 000 \$ du gouvernement du Manitoba sont envoyées à tous les fournisseurs inscrits sur les listes pertinentes des services d'achat du gouvernement.

Ces listes regroupent les noms des fournisseurs qui se sont déclarés intéressés à présenter des offres pour un produit ou un service particulier.

Pour inscrire votre société sur les listes, écrivez à l'adresse suivante :

Manitoba Government Services Purchasing
221-530 Century Street
Winnipeg, Manitoba
R3H 1Z2

N'oubliez pas de joindre les renseignements sur le produit ou le service que vous fournissez, ce qui permettra de vous inscrire sur la liste pertinente.

Le Manitoba étudie actuellement la possibilité d'élargir son système électronique régional d'invitation à soumissionner.

British Columbia

La Commission d'achat de la Colombie-Britannique utilise un système informatisé pour inscrire les fournisseurs ainsi que les produits et les services qu'ils peuvent fournir au gouvernement de la Colombie-Britannique. Les fournisseurs qui désirent s'inscrire doivent demander par écrit, à l'adresse ci-dessous, un formulaire de renseignements sur le fournisseur, le remplir et le retourner à la Commission. Il incombe aux fournisseurs de signaler tout changement pertinent concernant leur entreprise. Les invitations à soumissionner lancées par la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba et Travaux publics et Services gouvernementaux Canada sont publiées en Colombie-Britannique par l'entremise du réseau électronique Public Tender Opportunities Network (PTONET) auquel on peut accéder à l'aide d'Internet 2000 (1-800-267-8480).

Ministry of Government Services
B.C. Purchasing Commission
Purchasing Services Branch
2nd Floor, 4000 Seymour Place
Victoria, B.C.
V8X 4Y3
Téléphone : (604) 389-3300
Télécopieur : (604) 389-3370

Île-du-Prince-Édouard

La Division des services d'achat du gouvernement achète des produits et des services pour les ministères provinciaux. Grâce à un système public d'appel d'offres, tous les fournisseurs sont placés sur un pied d'égalité.

Les invitations à soumissionner sont annoncées et envoyées aux fournisseurs intéressés qui en font la demande. Des listes de fournisseurs sont également utilisées.

Pour inscrire auprès de la Division des services d'achat les produits ou les services que vous fournissez, communiquez par téléphone au (902) 368-4040, par télécopieur au (902) 368-5171 ou encore écrivez à l'adresse suivante :

Department of the Provincial Treasury
P.O. Box 2000
Charlottetown, Prince Edward Island
C1A 7N8

Alberta

Les invitations à soumissionner en vue de fournir les produits et les services acquis par l'entremise de la Division des achats, Travaux publics et Approvisionnement et Services de l'Alberta, sont annoncées et transmises par le Service des invitations ouvertes à soumissionner (SIOS).

Pour vous inscrire au SIOS, il suffit d'appeler le 1-800-361-4637.

Pour d'autres renseignements sur les invitations à soumissionner, communiquez avec la Division des achats, bureau de Promotion des relations avec les fournisseurs, au (403) 427-3222, ou par télécopieur au (403) 427-0834.

NEWFOUNDLAND AND LABRADOR

L'organisme d'achats du gouvernement achète des produits et des services pour les ministères de la province. Grâce à un système public d'appel d'offres, des chances égales de soumissionner sont offertes aux fournisseurs.

Les invitations à soumissionner sont annoncées dans les principaux journaux publiés à Terre-Neuve et au Labrador. Les fournisseurs peuvent obtenir sur demande une copie de ces appels d'offres. En plus d'annoncer les appels d'offres, des listes de fournisseurs sont utilisées afin d'obtenir un plus grand nombre de soumissions.

Pour inscrire auprès de la Division des services d'achat les produits et les services que vous fournissez, communiquez par téléphone au (709) 729-3348, par télécopieur au (709) 729-5817 ou encore écrivez à l'adresse suivante :

Government Purchasing Agency
P.O. Box 8700, St. John's, Nfld.
A1B 4J6

Northwest Territories Public Works and Services

Le ministère des Travaux publics et des Services fait l'achat de biens au nom des ministères et organismes des T.N.-O., en favorisant les entreprises du Nord.

Le gouvernement publie deux fois par semaine une liste d'avis d'appels d'offres, avec la description des besoins. Pour plus de précisions concernant les achats gouvernementaux, écrivez à l'adresse suivante :

Contracts Division,
Public Works and Services,
Government of the Northwest Territories,
Box 1320,
Yellowknife, NT,
X1A 2L9

Téléphone : (403) 873-7239.

Yukon

Les marchés publics du gouvernement du Yukon de plus de 25 000 \$ et de moins de 50 000 \$ sont octroyés suite à un appel d'offres adressé à certains fournisseurs choisis par une liste ouverte de fournisseurs. Pour les marchés de plus de 50 000 \$, tous les fournisseurs se trouvant sur la liste sont invités à soumissionner.

Pour obtenir des renseignements sur la liste de fournisseurs ou pour s'y inscrire, veuillez communiquer avec le service pertinent à l'adresse suivante :

Purchasing Section
Supply Services Branch
Department of Government Services
P.O. Box 2703
Whitehorse (Yukon)
Y1A 2C6

Téléphone : (403) 667-5735
Télécopieur : (403) 667-2958.

Canada

Les projets de marchés publics fédéraux évalués à plus de 25 000 \$ et ceux des services de construction et d'entretien de plus de 60 000 \$ sont annoncés à l'aide d'un tablier électronique, le Service des invitations ouvertes à soumissionner (SIOS). Les entrepreneurs possédant un ordinateur et un modem ont ainsi facilement accès à l'information nécessaire pour soumissionner et ils peuvent commander les documents de soumission et même faire leur soumission à n'importe quel moment du jour ou de la nuit. Le Service offre également un service de jumelage avec d'autres fournisseurs intéressés ainsi que de l'information en direct sur les contrats déjà octroyés. Ils peuvent aussi envoyer leur soumission électroniquement. Un abonnement d'un an au SIOS coûte 230 \$.

Pour vous abonner au SIOS, composez le 1-800-361-4637 ou, si vous demeurez dans la Capitale nationale, le (613) 737-3374. Pour plus d'information, vous pouvez appeler la ligne d'information du SIOS au (819) 956-3440 ou le bureau de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada le plus près.

Les fournisseurs qui ne sont pas équipés d'un ordinateur et d'un modem retrouveront les mêmes renseignements dans la publication *Marchés publics*, publiée par le Groupe Communication Canada. Ils peuvent s'y abonner en composant le (819) 956-4802.

É D I T O R I A L

Des acrobaties électoralistes

Gilles Lesage

Le budget des dépenses du Québec, pour l'exercice financier qui commence dans une semaine, n'est pas à première vue aussi dramatique que plusieurs le craignent. Même si le gouvernement Johnson poursuit dans la foulée des récentes années, ses compressions restent somme toute plus modestes que prévu. Encore qu'il faille attendre le «vrai» budget, dans un mois, pour évaluer l'ensemble de la situation. Pour l'heure, toutefois, force est de constater que, tenaillé par l'urgence électorale, le gouvernement Johnson pêche à la fois par excès d'optimisme et par manque de transparence, ce qui rend ses acrobaties suspectes.

La présidente du Conseil du trésor, qui a pris le relais du premier ministre à ce poste névralgique, réaffirme les priorités du gouvernement. Selon Mme Monique Gagnon-Tremblay, les crédits 1994-1995 réussissent à concilier l'urgence d'agir pour l'emploi, la nécessité d'atteindre l'équilibre budgétaire à moyen terme et l'accessibilité à des services de qualité pour la population. On voudrait bien la croire sur parole. Sauf que les mesures de relance de l'emploi sont bien tardives et maigrichonnes, ne se faisant surtout sentir que l'an prochain. Sauf, de plus, que l'équilibre budgétaire est repoussé d'une année à l'autre et que le gouvernement a abandonné son objectif de limiter à 1% la hausse annuelle de ses dépenses. Sauf, enfin et surtout, que les réductions de dépenses et d'effectifs affectent, directement et de plus en plus, la qualité des services publics offerts aux Québécois.

On ne saurait nier la nécessité de redresser les finances publiques et de réaligner l'appareil gouvernemental, d'autant que le gouvernement a pris plusieurs initiatives en ce sens. Mais il y a la manière et les résultats. Plutôt que d'associer d'emblée ses partenaires obligés à une démarche exigeante et difficile, le gouvernement a imposé ses décisions sans ménagement. Encore cette année, les diktats viennent de dieu-le-père qui règne-à-Québec, laissant aux réseaux l'odieuse de les mettre en oeuvre. Le gouvernement évoque la concertation qu'il veut instaurer, notamment pour assouplir l'organisation du travail (de concert avec la FTQ et la CEQ), mais comment le prendre au sérieux quand les «négociations» sont corsetées et ficelées à l'extrême?

Quant aux résultats, le gouvernement peut bien tenter de se pêter les bretelles. Mais comment ne pas se rappeler que M. Johnson avait promis l'an dernier, main sur le coeur, de limiter à 1% la hausse annuelle des dépenses? Or, si cet objectif sera presque atteint cette année — avec une croissance des dépenses limitée à 1,2% — il explose pour le prochain exercice: la hausse des dépenses fait un bond spectaculaire de près de 3%, soit trois fois plus que prévu. Cette augmentation inusitée, jointe à celle du déficit, à l'heure de «Vivre selon nos moyens», s'explique de deux façons. D'abord par un optimisme sans bornes, fort probablement exagéré, quant à la croissance générale de l'économie et, par voie de conséquence, quant aux rentrées de fonds publics.

En plus de cette conjoncture, qu'il prétend éminemment favorable, le gouvernement éprouve comme par hasard, en cette saison de chasse aux électeurs désabusés et sceptiques, la nécessité de leur donner un peu de répit. Etant donné les contraintes, coupures et compressions des dernières années, cette pause est probablement salutaire. Ne serait-ce que pour évaluer le chemin parcouru et les lourdes étapes qu'il reste à franchir. Mais le gouvernement se défend — bien mal — de basses visées électoralistes, prétendant qu'il agit en tous points en gestionnaire responsable et efficace.

Agir autrement, explique la présidente du Trésor, pourrait mettre en péril les services de base qui sont offerts aux Québécois. Le gouvernement continuerait de viser les bonnes cibles, sans bousculer quiconque ni casser quoi que ce soit. Mais alors, comment se fait-

il que le gouvernement repousse à plus tard certaines échéances et ajourne des débats qu'il aurait dû animer avant de prendre les virages qu'il croit nécessaires? Le manque de transparence est flagrant à cet égard. Par exemple, les tentatives de privatisation se font à la pièce et sans plan d'ensemble. Pourquoi ne pas profiter de la période électorale pour faire les débats qui s'imposent?

La situation est d'autant plus étrange que le volume des crédits publiés hier fait état d'initiatives à venir, mais après les élections, comme si le gouvernement craignait les réactions d'électeurs qu'il tente, par ailleurs, d'amadouer à tout prix. Il compte mettre de l'avant, lit-on dans le document, une importante réforme afin de changer la culture de gestion dans le secteur public et de définir les mécanismes d'imputabilité des gestionnaires. Pourquoi ne pas amorcer la consultation dès maintenant?

Autre exemple. En plus de privatiser certaines activités auxiliaires — on pense notamment au parc informatique — le plan gouvernemental prévoit la mise à l'essai de la formule d'«agences», ayant pour mission d'assurer la gestion de services publics sur une base quasi commerciale. La formule, implantée en Grande-Bretagne par Mme Thatcher, fait fureur dans les milieux technocratiques qui en discutent avec envie. Ici aussi, pourquoi ne pas faire le dé-

bat publiquement?

D'autre part, au chapitre de la décentralisation, le gouvernement est d'avis que des modifications additionnelles s'imposent au partage des fonctions assumées par Québec, les municipalités et les commissions scolaires. Cela devra cependant se faire, prévoit-on, de façon concertée et après s'être donné une vision d'ensemble du nouveau partage de responsabilités et de ressources à intervenir avec le secteur local. Attitude prudente et pondérée qui aurait dû prévaloir avant que le gouvernement ne transfère des responsabilités aux municipalités, il y a trois ans. Mieux vaut tard que jamais, dira-t-on. Mais, encore une fois, la campagne électorale n'est-elle pas l'occasion propice pour discuter de ces nouveaux «pelletages»?

Continuité, certes, mais dans la pénombre et l'incertitude, comme si le gouvernement craignait comme la peste le jugement de ses partenaires et de la population en général. Il parle d'avenir et de la nécessité d'associer les Québécois à sa démarche. Toutefois, au delà de la salutaire pause électorale, la concertation relève pour l'heure de l'incantation et de la pensée magique. À titre de président du Trésor et, désormais, de premier ministre, M. Johnson a fait ce qu'il a pu, avec les moyens qu'il avait. Mais il rehausserait sa crédibilité, et la confiance qu'il s'approprie à solliciter des Québécois, s'il mettait résolument cartes sur table, en pleine lumière et dans la transparence qui s'impose. Non pas après les élections, mais dès maintenant.

Il faut attendre le budget pour porter un jugement mieux éclairé. Entre-temps, M. Johnson aura peine à nous faire croire qu'il brûle ce qu'il adorait hier et que son gouvernement est exempt des faiblesses, incohérences et carences qui affligeaient celui de M. Bourassa.

Plus souple et lénifiant, du moins pour le moment, il reste tributaire et héritier d'une équipe que les Québécois s'approprient à juger avec la sévérité qui s'impose. Acrobaties et pirouettes doivent prendre fin sans délai.

LETTRES

Psychothérapie brève

Monsieur Lecomte, votre prise de position sur la psychothérapie brève dans LE DEVOIR du 27 janvier 1994 intitulée «Choisir son psy», me laisse perplexe. Il m'apparaît décevant de lire qu'un professeur d'université trouve excessif l'engouement qu'on observe pour la psychologie brève. Je m'attendrais, de la part d'un dispensateur du savoir officiel comme vous, à plus de finesse dans le jugement, plus de subtilité dans l'évaluation. Un regard attentif vous permettra de réaliser que le développement sans précédent de notre profession dont vous êtes sans doute conscient, derrière les murs de vos officines, doit beaucoup aux psychologues sur le terrain.

Ceux qui pratiquent selon l'approche de la thérapie brève ont su dans leurs écoles, leurs CLSC ou leurs cliniques, s'adapter aux exigences de la ligne de feu: ils savent le faire de manière créative et professionnelle, en étant qualifiés et formés pour le faire. Le hic, c'est que vous et vos pairs n'êtes pas les seuls à leur avoir dispensé la formation dont ils ont besoin sur le terrain. Ils l'ont acquise ailleurs, et pratiquent selon cette approche par choix, non par défaut.

Au fait, la longueur du traitement influence-t-elle vraiment son efficacité? Je suis étonnée que vous ne fassiez pas mention de la recherche de Howard, Kopta, Krause et Orlinsky (American Psychologist, Feb., 1986) *The Dose-Effect Relationship in Psychotherapy*. Ces chercheurs y mettent en évidence que la psychothérapie aide vraiment les clients à améliorer leur état, et que l'amélioration est observée

très tôt dans le processus du travail thérapeutique: On peut mesurer que l'état de 50% des clients est amélioré après huit entrevues, et que c'est le cas pour 75% après 26 entrevues et cela, peu importe l'approche thérapeutique. Nous travaillons dans un monde où les nuances restent essentielles. Il m'arrive de référer certains clients requérant un service qu'ils recevraient mieux ailleurs. Inversement, je dois m'occuper régulièrement de réparer des dommages causés par un travail au long cours ayant malheureusement conduit dans l'impasse des personnes désespérées et coupables d'être trop «défensives» pour avoir le droit de se sentir mieux. Ces incidents ne m'amènent pas à conclure qu'un travail long est obligatoirement mauvais.

Force est de constater que relier la pratique de la psychothérapie brève aux seuls impératifs économiques, c'est passer à côté de la question.

Ce dont il faut s'inquiéter, M. Lecomte, c'est que les psychologues n'aient pas accès à cette formation dans le cadre de l'université.

Pauline Bouffard, psychologue
Montréal, 10 février 1994

Mourir pour Sarajevo?

L'esprit et la justesse des propos de M. Bourgault m'ont toujours ravi. Après la lecture de sa chronique, j'éprouve généralement un sentiment de satisfaction à la pensée qu'en cette fin de siècle où la bêtise est souveraine, il se trouve encore des esprits capables d'analyse et d'intelligence. Ce matin, cet élan d'optimisme anticipé

s'est évanoui. J'ai d'abord cru, en lisant les premières lignes de «Mourir pour Sarajevo», que j'avais confondu les journaux et que les propos simplistes qui s'offraient ainsi ne pouvaient être que de Martineau dans *Voix*. Mais non, les yeux brillants de la photo du haut ne trompaient pas, c'était bien Bourgault dans LE DEVOIR. Comment un homme intelligent comme lui pouvait-il assimiler le badaud qui fait son marché, l'enfant qui glisse dans sa luge, à une poignée de fanatiques qui assassinent pour des idées moches?

Comment pouvait-il attribuer à ces mêmes victimes un rêve généralisé? Est-il possible, pour un esprit éveillé, de ne pas être convaincu que tous les nazis, vieux ou néo, les Ku Klux Klan patentés, les Warriors ou autres dévils de l'histoire ont pu, pourront et peuvent faire des massacres impunément justement parce que la majorité des hommes, des femmes et des enfants ne veulent que la paix, faire leur marché et glisser sur la neige?

Comment ne pas voir que cette équation explique que des populations autochtones ici vivent sous la botte de crétiens armés au vu et au su de tous, que là-bas une bande de «héros nationaux» assassinent impunément quiconque tente de faire semblant de vivre? Dire comme M. Bourgault, qu'il n'y a rien à faire avec qui veut s'entre-tuer, prouve bien que l'homme commun ne veut se mêler de rien et ne cherche que la paix, même au prix de paraître lâche... et simpliste.

Richard Chaussé
Montréal, 8 février 1994

La campagne électorale en Italie



Italie: le renouveau, quel renouveau?

Les 27 et 28 mars prochains, les Italiens iront aux urnes pour désigner leur futur gouvernement. Leur choix confirmera s'ils se sont engagés vraiment sur la voie du renouveau politique, ce *nuovo che avanza*, ou s'ils se sont contentés de l'ancien remis au goût du jour. Or, à mesure que s'approche l'échéance électorale, les Italiens ne savent plus à quoi diable ressemble ce «nouveau» dont on les bassine depuis des mois. Ils ont pensé un moment que le nouveau avait déjà le visage moustachu et nostalgique d'Achille Occhetto, chef du PDS. Lui-même y a cru, multipliant les déclarations sur ses futures nominations ministérielles et les voyages à Washington et Londres, histoire de rassurer — à l'instar de Lucien Bourgault — les milieux d'affaires anglosaxons qu'ils n'étaient plus de vilains communistes et qu'ils poursuivraient la politique réformatrice du gouvernement Ciampi. Mais il a fallu que Sergio Berlusconi saute dans l'arène politique et accomplisse avec son parti Forza Italia l'inattendue coalition entre les deux droites ennemies — l'Alleanza nazionale et la Liga — pour que l'opinion retrouve ses réflexes d'antan. Et pourtant, il n'y a plus, apparemment, (sauf l'exception périphérique de Giulio Bertinotti de Refondation communiste) d'épouvantail staliniste à brandir comme en 1948. Alors oui que le choix était clair: le ciel était bien démocrate et l'enfer rouge communiste!

On aurait pu penser que ces tirades dont Maurice Duplessis avait déjà fait ses choux gras, étaient définitivement reléguées à l'armoire aux oubliettes. Eh bien, détrompez-vous: c'était sans compter sur la pétillante ingénuité d'Ambrò Angiolini. «Occhetto, c'est le diable», a-t-elle susurré, la coquine, du haut de ses 15 ans. Et de son émission télévisée — *Non è la Rai* — produite par Sua Emittenza en personne. Résultat: le pays tout entier a sombré dans des abîmes de perplexité. «Et si elle disait vrai, la belle enfant? renchérit la rumeur publique.

Mais revenons au débat électorale dont les enjeux auraient pu laisser croire à plus de hauteur. En lieu et place, nous volons au ras des pâquerettes. Et des cuisses des *Opinion Girls* qui battent le rappel pour les candidats. C'est à la *girl* qui sera la plus



FULVIO CACCIA

sexy. Et au candidat qui sera le plus neuf. «Le nouveau, c'est nous», proclame à qui veut l'entendre Gianfranco Fini, 42 ans, psychologue et chef de l'Alleanza nazionale qui a su donner au vieux MSI ce vernis de respectabilité postfasciste susceptible d'en faire un parti de gouvernement. «Le nouveau, c'est Berlusconi», rétorque de son côté Bettino Craxi, ex-chef du Parti socialiste italien, largement compromis dans les scandales de *tangentopoli*. Craxi sait de quoi il parle. Berlusconi fut son protégé. Sans son appui politique, Sua Emittenza n'aurait pu construire son empire de la Fininvest, aujourd'hui défectaire de 2,2 milliards \$ US.

«Attention, le vent nouveau souffle du nord», hurle Umberto Bossi, chef charismatique des Ligues qui prône le fédéralisme pour donner à la Lombardie l'autonomie politique requise par sa formidable puissance industrielle.

Les intellectuels, eux aussi, se mettent de la partie. Mais ils ont beau se lancer dans l'arène politique; dénoncer le programme économique de Berlusconi; descendre en flammes la nouvelle télécratie dont Berlusconi est le sémillant apprenti sorcier. Rien n'y fait. Les Italiens hésitent à écouter ces prophètes de malheur et semblent préférer les chants des sirènes qui leur promettent travail, prospérité et plaisir des yeux. Umberto Eco n'est pas étonné; il y voit là la plus belle illustration de cette «confédération d'oncles» italienne dont le refus du Père et de sa loi, a conduit tout droit à l'Opération «Mains propres». Pour le sémiologue, le modèle politique dominant fut, cinq siècles durant, celui des grandes familles à la Médicis qui, si elles contribuaient à la prospérité de leur région, empêchèrent que l'Italie devienne un véritable État. Berlusconi participerait de cette tradition où l'Église a un rôle capital. Et pour cause. C'est «la mère indulgente» qui, moyennant repentir,

pardonne tout. Et permet de recommencer. Eugenio Scalfari, directeur de *La Repubblica* et ennemi juré du Cavaliere, lui, remonte jusqu'à la République romaine pour rendre compte du climat politique actuel. Berlusconi serait ni plus ni moins qu'un second Catilina qui se pose en garant des libertés pour mieux masquer ses dettes. De ce complot célèbre dénoncé avec force par Cicéron, la droite italienne aurait reçu son «héritage génétique». Et sa duplicité. À telle enseigne qu'aujourd'hui dans la Péninsule, plus personne ne se réclame de la droite et préfère l'étiquette «libérale-démocrate». C'est bien là le drame, admet le philosophe Gianni Vattimo qui voit là les causes de la confusion actuelle et ce, dans bon nombre de sociétés occidentales. Alors candidats de gauche et de droite: bonnet blanc, blanc bonnet? C'est ce qu'affirme l'ex-révolutionnaire Toni Negri qui y voit l'expression d'une mésalliance notoire et d'intérêts contradictoires. Pour lui, à gauche se «retrouvent les corporations patronales et les syndicats ouvriers; les tenants de l'industrie et les écologistes; les nouveaux démocrates du Pds et les néo-staliniens de refondation communiste... organisé par la vieille bureaucratie du PCI dans toute sa splendeur». Mais au delà de cette perception pessimiste — et transformiste — de l'histoire elle aussi, faut-il le dire, très italienne, cette Révolution traîquille à l'italienne n'est-elle pas le symptôme d'une secousse tellurique plus profonde encore? Une secousse qui dépasse les frontières nationales et qui renvoie à la ligne de partage entre Orient et Occident.

En 1919, à la fin de l'empire Ottoman, l'Occident l'avait repoussé jusqu'à Istanbul, puis la Turquie s'occidentalisa sous la houlette d'Atatürk et étant devenue membre de la CEE, cette frontière a été reculée encore jusqu'en Iran. Et ce qu'il est convenu d'appeler le Proche-Orient. C'est cette ligne de partage qui revient par le biais du fondamentalisme islamique et la guerre ethnique, la «question méridionale» qui hante l'Italie depuis sa création à toujours été caractérisée par ce rapport à l'Orient qui marque même sa pratique religieuse plus rituelle au sud, plus militante et sociale au nord. Sarajevo la musulmane est sur la même latitude que Rome.

À PROPOS

... de déflation (2)

Le climat déflationniste actuel au Québec est le reflet des conditions économiques vécues depuis maintenant quatre ans. La récession est à maints égards la plus difficile depuis celle des années 1930. Un marché du travail anémique et les hausses répétées d'impôt et de taxes ont amoindri le pouvoir d'achat du consommateur et miné sa confiance; le consommateur est devenu plus exigeant et court désormais les aubaines.

Toutefois, le PIB ayant reculé de 3,5%, la récente récession demeure tout de même moins pernicieuse que

celle des années 1930. La déflation actuelle risque d'entraîner les prix à la baisse de 0,5%, comparativement à 18% lors des années 1930.

Bien que la croissance soit faible, le PIB québécois a retrouvé depuis environ 18 mois son niveau d'avant-récession alors qu'il avait fondu cinq ans, à la suite de la dépression des années 1930, pour qu'il revienne à son niveau de 1929.

Bulletin économique du Mouvement Desjardins, février 1994.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910

Directrice LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef BERNARD DESCÔTEAUX

Directeur de l'information BENOÎT AUBIN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, ROCH CÔTÉ

Rédacteurs en chef adjoints JEAN-ROBERT SANSPAÇON, LUCIE LACAVA

2050, rue De Bleury, 9e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9. Tél.: (514) 985-3333

FAIS CE QUE DOIS

IDÉES



PHOTOS AP

Élections dimanche

Le siège du pouvoir entre deux chaises

L'Ukraine reste partagée entre la recherche d'une identité commune et le besoin pressant de sortir de l'ornière économique russe

FRANÇOIS ZDANOWICZ
Maîtrise en relations internationales
Université de Montréal

À la veille de son départ pour Moscou, en janvier dernier, le président américain Bill Clinton a reçu de ses agents de renseignement un rapport estimant que la dégradation actuelle de l'économie de l'Ukraine pourrait provoquer l'éclatement d'un conflit ethnique et la partition du pays entre l'Est, où vit une importante minorité russe, et l'Ouest, majoritairement ukrainien.

Ces deux parties en viendraient inévitablement à s'affronter pour le contrôle des armées et installations stratégiques, concentrées dans ces mêmes régions orientales. En bref, la guerre civile...

À Kiev, la capitale ukrainienne, les politiciens de toutes tendances s'accordent de plus en plus pour freiner la dénucléarisation de l'Ukraine, alors que les élections parlementaires toutes proches du 27 mars prochain font monter en flèche les déclarations démagogiques et hyper-nationalistes, comme en Russie, il n'y a pas longtemps.

«A mon avis, le Rousskii Nautchnii Fond ferait mieux de se préoccuper davantage des risques de partition de l'Ukraine, qui sont certainement aussi grands que ceux de la partition de l'Ukraine.»

Ainsi rétorque Natalia Moussienko, professeure invitée à l'Université de Montréal et représentante au Canada du Parti démocrate-chrétien d'Ukraine.

Pour elle, les tensions actuelles entre Ukrainiens et Russes sont plus l'affaire des populations des deux communautés, qui vivent traditionnellement en harmonie.

«Le principal problème de l'Ukraine est celui de l'identification, ou de l'identité nationale, dans le sens occidental du terme. Il s'agit avant tout de créer un sentiment d'appartenance à un État, non à une ethnie. Ce qui est bien difficile, car le système soviétique, qui classifiait les citoyens de l'URSS selon l'appartenance ethnique, ne nous a pas préparés à cela.»

Or, il y a en Ukraine actuelle des tas de minorités ethniques: des Grecs, des Polonais, des Juifs, des Tatars, et surtout des Russes, encore que pour ces derniers il soit difficile de parler de «minorité», car ils sont au moins 11 millions, soit déjà plus que la population de l'Autriche!

La question de l'identification de ces minorités à l'État ukrainien est de taille, mais il ne faut pas l'exagérer pour autant. Prenons le cas des Russes du Donbass: en 1991, ils ont voté majoritairement pour l'indépendance ukrainienne.

Même chose d'ailleurs pour les habitants de la Crimée, qui ont préféré le rattachement de leur région à l'Ukraine plutôt qu'à la Russie, la même année.

«Du reste, le problème des tensions ethniques en Ukraine existe, bien sûr, mais

nous ne croyons pas pour autant que la solution soit de créer un État fédéral, comme en Russie. Cela retarderait l'identification des habitants à leur État, qu'ils connaissent encore à peine.

De plus, cela ne ferait qu'aider les extrémistes, qui n'acceptent pas les différences. En fait de différences, il s'agit principalement de l'opposition séculaire entre l'est du pays, doublement russifié par 300 ans de domination tsariste et 75 ans de régime soviétique, et l'ouest, plus ethniquement homogène du fait d'une longue occupation autrichienne et polonaise.

C'est de cette dernière partie d'où sont originaires les mouvements les plus nationalistes, qui perçoivent l'est du pays comme une terre de mission à «rueukrainiser», et pas toujours par la manière douce...

Dans le cas de la minorité russe, la plus préoccupante pour les autorités de Kiev, cette ukrainisation pourrait être facilitée par le fait qu'Ukrainiens et Russes sont culturellement très proches, de par leurs racines historiques communes.

Avant que les invasions tatares à l'est et lituano-polonaises à l'ouest ne les séparent, les deux peuples ne faisaient-ils pas partie, avec la Biélorussie, du même État, la «Rus de Kiev»?

La vie politique de l'Ukraine est toujours marquée par un quasi-monopole des communistes. Eux seuls ont les contacts avec le public — et l'argent! — qu'il faut pour se faire élire.

Aujourd'hui, chacun des deux peuples essaie de faire valoir ses droits sur cet héritage historique. «Malheureusement, reconnaît Natalia Moussienko, c'est un fait que pour les Russes, même libéraux, la démocratie s'arrête aux frontières de l'Ukraine.»

Voisinage lourd de menaces et d'incertitudes, et pourtant inévitable.

Deux facteurs oeuvrent au rapprochement des deux peuples. Avant tout, il y a la ressemblance des cultures ukrainienne et russe.

Cette ressemblance est-elle la raison du lent réveil de la conscience nationale ukrainienne, qui a longtemps nié à l'édification d'un État ukrainien indépendant?

À cet égard, l'héritage du stalinisme des années 30, qui a dénationalisé la plus grande partie du pays en en massacrant les élites est, semble-t-il, plus pertinent: «En Ukraine de l'Ouest, le nationalisme est aussi fort que dans les pays Baltes: c'est juste que la mémoire collective y a été mieux conservée qu'à l'Est.»

Le second facteur d'apaisement des rapports ukraino-russes est bien plus prosaïque: l'industrie lourde léguée par l'URSS, aux composantes républicaines étroitement interdépendantes. Les entreprises de l'Ukraine sont tellement intégrées qu'elles sont plus orientées en fonction des besoins des autres républiques de l'ex-URSS que pour ceux de l'Ukraine, ce qui oblige à garder des relations étroites avec la Russie.

Bien que le marasme économique reste le problème numéro un de toutes les républiques de l'ex-URSS, en Ukraine il est relégué au second plan par la question lancinante d'affirmation de l'État. Ce qui explique que les réformes économiques n'aient pratiquement pas avancé depuis l'indépendance. «Ce qui guide le président Kravtchouk, ce sont surtout ses intérêts de classe.»

Pour un ancien communiste comme lui, mieux vaut nommer, à la direction de l'éco-

nomie, ses vieux camarades du Parti qui ne veulent pas de ces réformes qui leur feraient perdre leur pouvoir.»

La vie politique de l'Ukraine est de fait toujours marquée par un quasi-monopole des communistes. Eux seuls ont les contacts avec le public — et l'argent! — qu'il faut pour se faire élire. D'après des sondages récents, 65% des sièges de la prochaine législature devraient leur revenir.

Avec une inflation de 70% par mois, une monnaie sans valeur, protestations et grèves se font endémiques, particulièrement chez les mineurs russes du Donbass. Face à une Russie dotée d'une monnaie plus forte, l'Ukraine fait figure d'épouvantail économique, agité régulièrement par les bonzes du Fonds monétaire international aux yeux des politiciens de l'ex-Bloc de l'Est.

En plus du manque de progrès en matière de politique économique, l'Ukraine souffre de l'inexpérience de sa diplomatie, peu à même de rivaliser avec celle de son vis-à-vis russe.

«L'image négative de l'Ukraine, à la suite des réticences du retrait des missiles nucléaires d'Ukraine, a été montée en épingle par des médias occidentaux pro-russes, infiniment plus nombreux que ceux gagnés à notre cause.»

Dans ce contexte défavorable, les élections de dimanche prochain comportent un enjeu crucial qui pourrait bien dépasser le seul cadre de l'Ukraine.

«On parle beaucoup de la dispute autour des missiles stratégiques, conclut Mme Moussienko, mais ce qu'on oublie, c'est qu'il y a aussi, en Ukraine, au moins cinq centrales nucléaires en aussi mauvais état que celle de Tchernobyl.»

Toute crise majeure signifierait un relâchement du contrôle sur elles, ce qui mènerait à une catastrophe.

Cela devrait concerner non seulement l'Europe, mais aussi le Canada, dont le million d'habitants de souche ukrainienne constitue un des peuples fondateurs.»



L'État et la modernisation de l'identité québécoise

Le défi est de s'adapter à un contexte nouveau en s'appuyant sur l'héritage de la Révolution tranquille

CHRISTIAN DUFOUR

Avocat, l'auteur est à l'emploi du ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Extraits d'une allocution présentée hier, à titre personnel, au colloque de l'École nationale d'administration publique.

Collés à nos problèmes, obsédés par eux, nous avons tendance à oublier que la crise identitaire canadienne et québécoise que nous vivons ces années-ci est intimement liée au phénomène de la mondialisation.

C'est parce qu'il y a davantage de relations entre les Québécois et les autres Canadiens, parce que la société canadienne se resserre et se structure davantage que la non-reconnaissance de la différence québécoise cause plus de problèmes qu'auparavant.

Cette non-reconnaissance remonte à plus de 200 ans: elle n'a rien de nouveau. Cependant, il en découle des inconvénients qui n'existaient pas en 1900 ou en 1970, quand la distance entre le Québec et le reste du Canada était plus grande et les relations entre leurs citoyens moins fréquentes. Un bon exemple de cette dynamique est l'apparition d'un parti souverainiste à Ottawa, par définition plus menaçant pour le Canada anglais qu'un tel type de formation politique à Québec.

Le fiasco yougoslave permet de douter de l'existence ailleurs d'un modèle applicable aux situations de plus en plus nombreuses où les identités collectives s'interpénètrent. Il n'y a pas vraiment d'exemple étranger dont on puisse s'inspirer.

Tout en se gardant bien de se tromper d'époque, il faut regarder en avant, essayer de voir loin. Sa situation géopolitique difficile oblige le Québec à être créateur sur le plan politique. C'est dans cet esprit qu'il faut voir, à mon avis, le concept de société distincte québécoise.

Le Québec a subi une Conquête qui l'a profondément marqué en introduisant un élément anglais qui est encore au coeur de son identité collective. L'étranger est devenu une partie constitutive de nous-mêmes. Cette singularité historique du Québec peut être aussi sa chance.

Car voilà que dans la plupart des pays du monde, l'étranger est beaucoup plus près qu'auparavant. Voilà aussi qu'un certain nombre de sociétés occidentales mettent moins l'accent sur le traditionnel nationalisme majoritaire de type ethnique, pour insister davantage sur le pluralisme ethnoculturel.

Que ce soit en France, aux États-Unis ou au Canada, «l'étranger» n'est plus à l'extérieur de nous. Il ne se limite pas à être plus près de nous: il est carrément à l'intérieur de ce «nous» qu'il ne se gêne pas, parfois, de contester.

De là à penser qu'il n'y aura bientôt plus de «nous», que les sentiments d'identité collective sont dépassés, voire régressifs, il n'y a qu'un pas que plusieurs franchissent. Ces temps-ci, dans les milieux qui se veulent socialement avancés, on prend souvent pour acquis qu'un monde sans frontières, libéré du mauvais génie de l'ethnocentrisme et du nationalisme, sera le monde en paix qui semble en train de nous échapper.

Le «nous» est en train de changer profondément

Une grande partie des idéologies multiculturelles dominantes sont basées sur un idéalisme et une méconnaissance assez étonnante de la nature humaine.

Car, comme les individus, les sociétés ne sauraient se passer d'un certain nombre de points de référence qui leur sont propres et leur assurent le sentiment minimal de sécurité sans lequel elles se fermeront implacablement aux apports de l'étranger, à l'intérieur comme à l'extérieur. L'idée n'est donc pas d'abolir les frontières mais de reconnaître la légitimité de celles qui existent, fussent-elles en grande partie ethnocentristes, en travaillant à ce qu'elles deviennent plus poreuses et en multipliant les passerelles.

Il est clair que le sentiment d'identité collective — le «nous» — est en train de changer profondément. On demande à ces sociétés d'accepter l'autre comme «autre», à l'intérieur d'elles-mêmes. Historiquement, il s'agit de quelque chose de profondément nouveau, conséquence d'une mondialisation qui accentue l'interpénétration des cultures.

Dans ce contexte, une identité collective se

manifestant par l'adhésion à un noyau de valeurs et de conventions communes, est plus que jamais nécessaire à la cohésion inhérente à toute vie sociale.

C'est ici que le rôle de l'État est nouveau et important. À titre de meneur de débat et de décideur ultime, il peut et doit aider la société civile à dégager ce noyau de valeurs et de conventions communes qui rendent compte des légitimes aspirations de la majorité, en s'assurant qu'elles soient compatibles avec l'indispensable ouverture à l'autre.

Un tel travail ne va pas sans difficulté à une époque où plusieurs essaient de vider de son contenu identitaire la riche tradition occidentale du libéralisme politique.

On essaie de réduire cette tradition à un système légaliste, limitée aux normes nécessaires au bon fonctionnement du marché, de même qu'à la protection des droits individuels.

Pour les tenants de cette idéologie, des concepts comme celui de l'intégration à une société d'accueil ou celui de la culture publique commune qui unirait les citoyens d'une société au-delà de leurs différences, sont par définition inacceptables.

Ce n'est pas un hasard si ces concepts, et d'autres, sont de plus en plus discutés sur la place publique au Québec.

Il est difficile de mettre en oeuvre un «Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration» sans se poser un certain nombre de questions sur le genre de société à laquelle on demande aux nouveaux arrivants de s'intégrer.

Assumer ce que l'on fait déjà

L'État peut consciemment décider de jouer un rôle relativement à l'identité collective. Mais, même quand il n'en est pas conscient, même quand il ne le veut pas en fait, l'État est un intervenant majeur. Il est cependant moins directif; son rôle est en train de changer, s'adaptant à des citoyens plus individualistes que par le passé.

C'est la preuve que le processus de modernisation amorcé par la Révolution tranquille a pour une grande part réussi. En 30 ans, on

est passé d'une identité canadienne-française de nature ethnique et axée sur le catholicisme à une identité québécoise de nature citoyenne, individualiste et mettant l'accent sur la langue française.

En outre, l'État québécois n'est plus seul à intervenir sur son territoire. Depuis 30 ans, l'État fédéral s'est donné un rôle qui aurait été difficilement concevable en 1960, en particulier par les activités qui ont été longtemps centrées autour du défunt Tempé-

riat d'État.

Par ailleurs, l'internationalisation de certains secteurs d'activités a amené un apport nord-américain et international à l'identité québécoise.

Il est normal que l'État québécois ait des concurrents nouveaux en ce domaine, dans la mesure où l'identité québécoise comporte une part canadienne, une part américaine, une part internationale.

Cependant, depuis le référendum de 1992, le Québec a mis le boisseau son action sur le plan identitaire: même le terme «société distincte» n'est que rarement utilisé. Il est à espérer que cette situation ne se prolongera pas indéfiniment.

Car ce serait abandonner l'un des héritages principaux de la Révolution tranquille voulant que, sur son territoire, l'État québécois est non pas le seul, mais bien le principal intervenant sur le plan identitaire, en tant qu'expression politique de la seule majorité d'expression française en Amérique du Nord.

Dans un contexte où les moyens sont limités, l'idée est évidemment moins de se lancer dans des activités nouvelles que d'assumer celles qui existent déjà, en les rendant plus efficaces, conformément à l'un des objectifs du réajustement du rôle de l'État.

Il faut surmonter au Québec le handicap de ce qu'il faut bien appeler le pourrissement de la question nationale: on est prisonnier d'une stratégie du tout ou rien qui aboutit trop souvent dans les faits à une abdication. Il est clair que l'État québécois aura éventuellement un rôle important à jouer dans le règlement d'un dossier constitutionnel.

Ce n'est d'ailleurs pas parce que l'on est actuellement incapable de régler ce dossier, qu'il n'est pas possible et nécessaire de s'attaquer à l'autre volet du problème que sont les points de référence communs dont a besoin la société québécoise pour maintenir sa cohésion comme société distincte pluraliste d'expression française.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes: à l'information générale et métropolitaine: Sylvain Blanchard, Paul Cauchon, Jean Charrier, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Kathleen Lévesque, Louis-Guy L'Heureux, Caroline Montpetit, Bernard Morier, Isabelle Paré, Laurent Soumis, Guy Taillefer, Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Jean-Pierre Legault (responsable des pages thématiques); Diane Précorat (pages éditoriales); à l'information culturelle: Michel Bélar (responsable), Stéphane Baillargeon, Roland-Yves Carignan, Pierre Cayouette (livres), Paule des Rivières, Marie Laurier, Robert Lévesque, Odile Tremblay; à l'information économique: Gérard Bérubé (responsable), Robert Dufresne, Claude Lévesque, Serge Trufaut, Brigitte Cloutier; à l'information internationale: Jocelyn Coulon (responsable), François Brousseau (éditorialiste), Antoine Char, Sylviane Tramière, Clément Trudel; à l'information politique: Pierre O'Neill, Jean Dion (correspondant parlementaire à Ottawa), Gilles Lesage (correspondant parlementaire et éditorialiste à Québec), Michel Venne (correspondant parlementaire à Québec); Serge Chapleau (carticaturiste); à l'information sportive: Yves d'Avignon; Denise Baboin, Rachel Duclos (commiss); Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction). **LA PUBLICITÉ** Lucie Pinsonneault (directrice), Jacqueline Avril, Lise Bourgault, Brigitte Cloutier, Gyslaine Côté, Johanne Guibeau, Jean-Yves Guilbert, Christiane Legault, Monique Verreault (publicitaires); Micheline Turgeon, Olivier Zujda (commiss); Michèle Bouchard (secrétaire). **L'ADMINISTRATION** Henry Riedl (contrôleur), Nicole Carmel (coordinatrice des services comptables); Florine Cormier, Céline Furoy, Jean-Guy Lacas, Raymond Matte, Nathalie Perrier, Danièle Ponton, Danielle Ross, Linda Thériault (adjointe à l'administration). **LE MARKETING ET LE SERVICE À LA CLIENTÈLE** Christiane Benjamin (directrice), Johanne Briën (secrétaire), Manon Blanchette, Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc-Venne, Jean-Marc St-Martin (superviseur aux promotions des abonnements). **PROMOTION ET LES RELATIONS PUBLIQUES** Guy-Renaud Kirouac (directeur). **LA PRODUCTION** Robert McDougall (directeur des systèmes informatiques et de la production), Johanne Brunet, Danielle Cantara, Sylvain Darcy, Richard Des-Cormiers, Caroline Des Rosiers, Lynda Di Cesare, Marie-Josée Hudon, Michael Schneider, Marie-France Turgeon (coordinatrice), Christiane Vaillant. **Les annonces classées et avis publics**: Yves Williams (superviseur), Dominique Charbonnier, Marlène Côté, Sylvie Laporte, Pierrette Rousseau, Micheline Ruelland. **LE CONSEIL DU DEVOIR INC.** Pierre Bourgie (président), LA FONDATION DU DEVOIR (président), Roger Boisvert (vice-président et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

Compressions de 345 millions en santé et en éducation

MICHEL VENNE

DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Le réseau de l'éducation impose des compressions budgétaires totales de 345 millions de dollars aux deux réseaux de la santé et de l'éducation.

En dépit de cet effort, les budgets consacrés à ces deux secteurs vont augmenter respectivement de 1,4 et 1,3%.

Le réseau de l'éducation, qui comprend les écoles primaires et secondaires, les collèges et les universités, va absorber une compression de 166 millions. Tandis que le réseau de la santé et des services sociaux écope d'une soustraction nette de 180 millions.

La présidente du Conseil du Trésor, Monique Gagnon-Tremblay, a fait valoir hier que ces sommes correspondaient à bien peu de chose en regard de l'ampleur des budgets dévolus à ces deux responsabilités. Le budget de l'éducation s'élève à 9,5 milliards tandis que celui de la santé (y compris celui de la Régie de l'assurance-maladie) atteint les 13 milliards.

«En termes relatifs, c'est quand même pas énorme»,

dit-elle.

Le budget de l'éducation augmente de 1,4% principalement à cause d'une modification dans la comptabilité, mais aussi (pour un montant de l'ordre de 58 millions) à cause de la hausse des clientèles, qui préfèrent retourner ou rester à l'école en l'absence d'un emploi.

Par contre, le réseau scolaire devra se partager des coupes budgétaires de 166 millions. Les écoles primaires et secondaires emportent le gros morceau avec 125 millions, dont 34 millions du budget des «allocations particulières». Il s'agit de budgets utilisés pour le lait-école, l'achat de micro-ordinateurs, les programmes de lutte à la drogue. Les commissions scolaires devront choisir où faire les coupures.

L'aide aux étudiants (prêts et bourses) diminuera de 16,4 millions. Les cégeps écopent de compressions de 11 millions. Les universités héritent d'une coupe de 38,8 millions.

Le budget consacré à la santé et aux services sociaux, va augmenter lui aussi de 1,3%, ou 94 millions. Cette augmentation provient d'une part des effets sur les établissements du réseau du vieillissement de la population, du

développement des technologies médicales et la hausse des clientèles. Et d'autre part des augmentations de salaires auxquelles ont droit les employés qui progressent dans leur échelle salariale.

Cependant, le Conseil du Trésor impose des réductions de dépenses totalisant 204 millions au réseau, dont 25 millions seront réalloués pour répondre à de nouvelles priorités. Par exemple, on ajoute 6 millions aux services à domicile et 5 millions à la lutte au tabagisme. Les réductions nettes vont s'élever à 180 millions.

Le ministère va établir pour chaque région régionale de la santé et des services sociaux le montant de réductions applicable à la région. Il appartiendra aux régies de répartir l'effort entre les hôpitaux, CLSC et autres centres d'accueil de son territoire.

Le livre des crédits prévoit que les CLSC absorberont 12 millions de compressions, les hôpitaux 112 millions, les centres de protection de l'enfance et de la jeunesse et les centres de réadaptation pour jeunes et mères en difficulté 9 millions, les centres de réadaptation 9 millions et les centres d'hébergement 28 millions.

Le budget de la Régie de l'assurance-maladie (l'argent versé aux médecins) augmentera pour sa part de 2,5% pour s'établir à 2,8 milliards, une augmentation de 70 millions, dont les deux tiers sont dus à l'augmentation du nombre de médecins et du nombre d'actes qu'ils dispensent.

La régie accuse une baisse de ses crédits de l'ordre de 34 millions par ailleurs, attribuable à la réduction des coûts des services optométriques (désassurés pour les adultes de 18 à 64 ans) et des médicaments distribués gratuitement aux personnes âgées (qui coûtent maintenant 2\$ par ordonnance).

Les soins optométriques coûteront 19 millions l'an prochain, soit 21 millions de moins que cette année.

Le programme de médicaments gratuits coûtera 525 millions, essentiellement la même chose que cette année. Le coût des médicaments va augmenter (6 millions), le nombre de bénéficiaires du programme va aussi grimper (pour un coût additionnel de 13,5 millions). Mais le gouvernement épargnera 16 millions en ne remboursant plus aux compagnies pharmaceutiques que le prix le plus bas sur le marché.

AUSTÉRITÉ Continuité

SUITE DE LA PAGE 1

solue pour l'emploi» qu'il s'est fixée et son autre objectif, auquel il tient autant, de «redresser les finances publiques».

La présidente du Conseil du Trésor refuse toutefois de voir cette stratégie comme un répit ou un sursis pré-électoral: «C'est une gestion responsable», dit-elle.

Mme Gagnon-Tremblay reconnaît sans ambages qu'on reporte aux années subséquentes les efforts les plus douloureux.

«On devra se reprendre durant les autres années», dit-elle. Le livre des crédits annonce d'ailleurs diverses mesures de restrictions budgétaires qui s'apparentent à un catalogue d'engagements électoraux: privatisations, décentralisation, réduction de la taille de la fonction publique, etc.

La ministre a souligné à trois reprises que les orientations qu'elle avance s'inscrivent «dans la continuité» du régime Bourassa. «Il n'y a rien de nouveau», dit-elle.

Le porte-parole péquiste Jacques Léonard voit plutôt dans ces crédits une démarche «pré-électorale». Il soutient qu'en augmentant ses dépenses de la sorte et compte tenu de la diminution des revenus d'impôt enregistrés l'an dernier, le gouvernement ne pourra pas tenir ses objectifs de déficit.

Québec augmente ses dépenses là où cela va paraître le plus pour le simple citoyen, en particulier dans les régions.

Ainsi, le tiers de l'augmentation de crédits, 400 millions, est consacré à la relance de l'économie. Ces montants sont retenus au budget du Conseil exécutif, soit le ministère du premier ministre lui-même, pour favoriser la coordination, dit-on. M. Léonard y note plutôt un manque de transparence et de confiance envers les ministres concernés. Ainsi, on réserve 312 millions au plan de relance annoncé en novembre, 57 millions au programme fédéral-provincial sur les infrastructures urbaines, et 34 millions pour les régions et l'innovation.

En parallèle, les crédits consacrés aux programmes d'aide aux entreprises du ministère de l'Industrie diminuent, les budgets consacrés au réseau routier stagnent, l'aide à la formation professionnelle reste stable et les dépenses en immobilisations inscrites au budget régulier augmentent d'un maigre 10 millions.

L'Office des services de garde obtient une augmentation pour la création de nouvelles places en garderie. M. Johnson avait promis, dans son Discours du trône, que les familles du Québec «sauraient que le gouvernement les soutient».

Paradoxalement, tandis que le gouvernement annonce l'ajout de crédits pour la relance de l'emploi, et qu'il fonde

ses prévisions sur une croissance économique de l'ordre de 4%, il planifie une hausse du nombre d'assistés sociaux.

L'an prochain, le Québec fracassera encore une fois ce sombre record avec 9000 ménages assistés sociaux de plus pour un grand total de 468 000 familles bénéficiaires. Cela engendrera une augmentation du budget de l'aide sociale de l'ordre de 50 millions de dollars.

Les dépenses augmentent également dans le secteur de la santé et dans celui de l'éducation, malgré un effort de compressions budgétaires exigé par Mme Gagnon-Tremblay de l'ordre de 180 millions pour le réseau la santé et de 166 millions pour l'éducation (lire autre texte).

Dans ces deux secteurs, Québec «ne veut pas compromettre les démarches de rationalisation qui sont en cours même s'il faut prendre plus de temps pour atteindre les résultats recherchés», écrit le ministre.

«Il faut entreprendre les dialogues avant d'agir», dit-elle. Québec prévoit, enfin, dépenser davantage encore pour payer ses dettes. Le service de la dette coûtera 182 millions de plus au gouvernement l'an prochain.

Le gouvernement n'a pas pour autant renoncé à mettre l'Etat au régime. Il abolira l'an prochain l'équivalent de 2400 postes. Et il impose des compressions budgétaires de l'ordre d'un milliard et demi à l'ensemble des ministères dont la moitié provient du gel des salaires imposé l'an dernier pour deux ans ou découplé de décisions prises l'an passé. Mais le gouvernement Johnson promet de serrer la vis encore davantage s'il revient au pouvoir aux élections prochaines.

Il annonce le plafonnement, à compter de l'année 1995-96, de la hausse des dépenses en santé, en éducation et en aide sociale, à 1% seulement par année, ainsi qu'une réduction d'au moins 5% des dépenses dans les autres secteurs; on poursuivra l'abolition de postes dans la fonction publique; le gel de la masse salariale des employés du secteur public demeure «un impératif incontournable»; les conventions collectives devront offrir «une souplesse nouvelle»; des organismes et des conseils seront abolis ou fusionnés; etc.

En outre, le plan prévoit «la poursuite de la démarche en vue de privatiser certaines activités auxiliaires ainsi que l'expérimentation de la formule d'agences ayant pour mission d'assurer la gestion de services gouvernementaux sur une base quasi-commerciale».

Le livre des crédits annonce enfin la publication d'ici la fin de l'année d'un document de consultation proposant des scénarios de décentralisation, vers les municipalités et les commissions scolaires, touchant la gestion et le financement d'activités actuellement à la charge du gouvernement.

«Le conseil d'administration, l'exécutif, les employés, toute l'équipe du Festival du Nouveau Cinéma était derrière moi pour le virage d'été. Tout le monde... Sauf Dimitri», soupire-t-il.

Chamberlan est sens dessus dessous. Mais il dit ignorer l'existence des mesures légales prises pour dissoudre leur Corporation. Danielle Dionne, assure de son côté que l'avocat d'Epides est bel et bien entré en pourparlers avec Chamberlan à cet effet.

Ce dernier admet qu'Epides, convoqué par huissier, n'est pas venu au dernier Conseil d'administration du festival. Chamberlan, tout en soulignant ses talents de détective de films, égrène un chapelet de griefs contre son ancien associé, rappelle qu'il était toujours parti par monts et vaux, qu'il délaissait le festival de Montréal au profit de ses autres activités (Epides est également programmateur au Festival de Festivals de Toronto), déplore son conservatisme étroit. «A chaque nouvelle idée, il sautait au plafond, soupire Chamberlan. Voyait toute forme d'innovation comme un pas vers la foire commerciale.»

Chamberlan a mis le projet de changement de saison sur la table il y a deux ans. «Dimitri et moi avons eu 1001 discussions et 1001 prises de bec à ce sujet», dit-il. Pour l'heure, Chamberlan entend se redresser les manches et mener à terme son propre projet de festival d'été. Tout en s'avouant très affligé devant le naufrage de 27 ans d'amitié.

TAUX Inquiétude

SUITE DE LA PAGE 1

qui perdurent sur la structure des taux d'intérêt dans ce pays.

Le Canada n'a pu s'extraire de cette conjoncture. Pire, le dollar canadien a dû encaisser, en plus, le mouvement de retrait des investisseurs déclenché par les prévisions d'un dépassement budgétaire en Ontario, rendant difficile l'atteinte du déficit-cible, et par la baisse de la cote de la dette de Bell Canada par l'agence Moody's, telle que relevée par Canadian Press.

Pourtant les marchés, boursier et financier, avaient fait peu de cas de la première poussée de fièvre, mardi, des taux directeurs, orchestrée par les mesures préventives de la Réserve fédérale américaine visant à tuer dans l'oeuf toute anticipation inflationniste. Le dollar canadien reprenait même quelques points et l'indice TSE 300 de la Bourse de Toronto se permettait une augmentation de 1,3% pour établir une nouvelle marque de 4609,93 en fermeture, mercredi. Mais le calme fut de courte durée.

Hier, dès le début de la séance, le dollar canadien subissait les retombées d'un vaste mouvement de délestage; en mi-séance la chute se chiffrait déjà à 49 points de base. Supportée, la devise s'en tenait là pour terminer la séance à 72,81 cents américains. En Bourse, les indices ne sont pas demeurés cois. Emportés dans un fort volume d'échanges, la moyenne des 30 industrielles Dow Jones a fléchi de 1,3% au cours de la séance, devançant ainsi la contraction de 0,9% du TSE 300. Les mouvements de vente ont balayé les principales places boursières du globe.

CEUX QUI 3,6% de plus pour la dette

SUITE DE LA PAGE 1

vieillesse de la clientèle, et atteindra 10,1 milliards, malgré un effort de compression budgétaire de 180 millions imposé au réseau;

■ le budget de la Régie de l'assurance-maladie croît de 69,8 millions pour atteindre 2,8 milliards;

■ les crédits accordés à l'éducation montent de 147 millions à cause principalement d'une fiction comptable et à cause de l'augmentation de la clientèle, mais le Trésor se reprend en imposant au réseau des compressions de 166 millions;

■ le budget de l'aide sociale grimpe de 50 millions pour se fixer à 4,3 milliards, à cause d'une augmentation prévue de 9000 ménages assistés sociaux, portant le nombre de familles bénéficiaires à un nouveau record de 468 000;

■ le service de la dette du gouvernement augmente de 3,6% pour atteindre 5,3 milliards, dont 3,7 milliards au titre de la dette directe et 1,6 au titre des régimes de retraite;

■ le nombre d'employés équivalent temps complet auto-

risé dans l'ensemble des ministères diminue de 2397; ■ la rémunération globale des employés du secteur public augmente de 1% pour se situer à 21,3 milliards, ou la moitié du budget du Québec;

■ le budget consacré au développement de la main-d'œuvre reste stable à 363 millions; la Société du développement de la main-d'œuvre voit son budget réduit de 21 millions, mais cette baisse est compensée par d'autres programmes, notamment ceux prévus au plan de relance;

■ le ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie doit absorber une réduction de dépenses de 18,5 millions, dont 8 millions dans les programmes d'aide, 4,5 millions dans le développement touristique et 3,3 millions pour l'aide à la construction navale; les pertes encourues par la Société de développement industriel (SDI) s'élèvent à 95 millions, en hausse de 9 millions;

■ l'Office des services de garde à l'enfance obtient une augmentation de ses crédits de l'ordre de 34 millions par rapport aux dépenses réelles de l'année précédente dans le but notamment de créer 8500 nouvelles places en garderie.

SCHISME Mystère

SUITE DE LA PAGE 1

23e édition du Festival du Nouveau cinéma à l'automne, comme prévu, du 20 au 30 octobre, qu'il a d'ores et déjà constitué une nouvelle corporation et pris des mesures légales pour dissoudre l'ancienne. Selon Danielle Dionne, membre du nouveau Conseil d'administration du festival d'automne, les demandes de subventions seraient même acheminées depuis plusieurs semaines aux bailleurs de fonds. Lequel des deux festivals du Nouveau Cinéma gardera le nom? La manifestation d'été ou celle d'automne? Pour l'instant, mystère. Mais y a-t-il vraiment de la place pour deux? Montréal peut-il entasser ses rendez-vous de cinéma sans éclater comme la grenouille de la fable?

On se rappelle que plus tôt cette semaine, Claude Chamberlan annonçait pour le Festival du nouveau cinéma un virage d'été. Finis l'automne et ses frileux cinéphiles. Projections en plein air, événements spéciaux, animation 3 D. Il veut partir à la conquête du jeune public, rafraîchir sa formule. Il le fera sans son acolyte.

La guerre des festivals, yes sir

On dirait un vieux couple qui divorce en s'arrachant les meubles. Tu prends le phono, je garde le piano. 22 ans qu'ils dirigent à quatre mains leur festival, Claude Chamberlan et Dimitri Epides. Ça crée des liens étroits et ça fait des ruptures brutales, avec renforts d'avocats.

VILLAGE Un peu de bonheur

SUITE DE LA PAGE 1

possibles territoires. Ainsi cette partie centrale de la Bosnie est musulmane. A l'intérieur se trouvent 3 poches croates: Kiseljak, Vitez et Konjic. Dans ces poches croates, on trouve des villages musulmans, des zones tampons, des non man's land.

L'entrée de Bakovici, la route est obstruée par des mines antichars que le soldat bosniaque (musulman) de faction au poste de contrôle écarte négligemment du pied pour laisser passer certains véhicules. Le sergent Yves Lorrain, de Québec, commande les 10 soldats qui gardent l'hôpital. Les patients accueillent les visiteurs avec effusion. Certains sont prostrés, d'autres prolixes. Comme cette vieille femme édentée qui prononce un long discours confus dans lequel on saisit quelques mots au vol: «Chetniks, fascistes...»

La jeune femme qui sert d'interprète est de Sarajevo, à 25 km. Elle a vécu dans ce qui a été pendant 2 ans, selon ses propres termes, «le plus grand camp de concentra-

tion au monde.» Elle en est sortie il y a quelques mois seulement. Son père est musulman, sa mère croate, son mari, serbe. «Il va falloir trouver une solution à cette guerre, parce que, vous le voyez bien, Serbes, Croates et musulmans, nous sommes inextricablement mêlés. Nous sommes tous partie intégrante de la Bosnie», dit-elle.

A l'hôpital de Bakovici, on a réussi à faire revenir du personnel, une quinzaine d'infirmières dont une seule qualifiée. Le soir, les soldats de l'ONU font un feu dans un gros bidon de métal, dans la cour. «Ça fait une activité pour les patients. Ça leur donne un peu de bonheur», dit le sergent Lorrain.

En dépit de l'accord croato-musulman, la situation est jugée encore trop instable dans la région pour que les hommes du 2e bataillon royal qui gardent l'hôpital soient retirés. Leur présence va être maintenue un certain temps, jusqu'à ce que le village de Bakovici commence à reprendre vie et que la population puisse y revenir et circuler en sécurité.



À surveiller cette semaine:

Bosnie-Herzégovine

Sylviane Tramier
envoyée spéciale du Devoir
en ex-Yougoslavie

C'est un rendez-vous
dans LE DEVOIR

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS:
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30
RENSEIGNEMENTS (514) 985-3333
ADMINISTRATION (514) 985-3333

AVIS PUBLICS (514) 985-3344
ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344
PUBLICITÉ (514) 985-3399
NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

Extérieur (sans frais)
1-800-463-7559

DU LUNDI AU VENDREDI
À DE 7H30 À 16H30
2050, RUE DE BLEURY, 9E ÉTAGE,
MONTREAL, (QUÉBEC) H3A 3M9

SERVICE DES ABONNEMENTS
Les numéros de téléphone suivants sont valables pour
le service de livraison par caméol et pour les abonnements postaux.
Montréal (514) 985-3355